

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1923.

Projet de loi

portant approbation de l'accord intervenu le 14 avril 1923 entre la Belgique et la France, d'une part, la Bulgarie d'autre part, concernant l'exécution de certaines dispositions des clauses économiques du Traité de paix de Neuilly-sur-Seine.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'article 176 du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et la Bulgarie, signé à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919, a prévu le règlement des dettes et créances entre ressortissants belges et ressortissants bulgares par l'intermédiaire d'Offices de Vérification et de Compensation. Cette procédure ne constituait toutefois qu'une faculté dont les Puissances Alliées pouvaient ou non user suivant leur intérêt.

L'article 177 du même traité vise, d'autre part, notamment le règlement par le Gouvernement bulgare des sommes dues aux particuliers ou aux sociétés, ressortissants des Puissances Alliées ou Associées du chef de mesures exceptionnelles de guerre ou de disposition prises pendant les hostilités.

Comme gage de l'exécution de ces obligations, le Gouvernement belge, a, aux termes de l'article 177 la faculté de liquider les biens bulgares se trouvant en Belgique. Ces biens sont actuellement sous séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918; il sont d'ailleurs très peu importants.

Ajoutons que le Gouvernement belge, contrairement à la décision prise par d'autres Gouvernements alliés, le Gouvernement français, notamment, avait notifié au Gouvernement bulgare son intention d'adopter la procédure de compensation pour le règlement des créances visées à l'article 176.

Depuis que la Bulgarie a repris avec les pays alliés des relations pacifiques, le Gouvernement aussi bien que les particuliers ont donné des preuves sérieuses de leur bonne volonté quant au règlement des créances dont il s'agit ici.

Des efforts ont été faits pour renouer les relations commerciales interrompues par la guerre, et reprendre aux points de vue moral et matériel la place qu'occupait jadis la Bulgarie dans le concert des Nations.

En présence de ces constatations, certains pays alliés se sont demandé s'il ne convenait pas dans leur intérêt même d'aider la Bulgarie dans son œuvre de relèvement et d'abandonner certaines de leurs prérogatives en s'entourant d'ailleurs de toutes les garanties désirables.

D'autre part, la grande majorité des créanciers belges considère que l'intervention des Offices de Vérification et de Compensation est de nature à retarder le règlement de leur situation vis-à-vis de correspondants bulgares avec lesquels ils seraient désireux de reprendre des relations d'affaires, qui ne seront possibles que lorsque la liberté des rapports contractuels aura repris son empire, sans restriction pour ce qui concerne les obligations résultant des contrats d'avant-guerre.

Des éléments suffisants de compensation entre créances actives et passives font d'ailleurs défaut; d'autre part, il ne pourrait y être suppléé par le produit de la liquidation des biens séquestrés, vu le peu d'importance de ceux-ci.

La situation étant telle, le Ministre des Affaires Etrangères de Bulgarie a signé le 14 avril dernier, avec les Ministres de Belgique et de France à Sofia, un arrangement comportant un contrat et un accord aux termes desquels le Gouvernement bulgare s'est engagé à émettre des obligations représentant une somme suffisante pour le paiement des créances que les ressortissants belges et français ont, ou pourront avoir sur le Gouvernement bulgare, en vertu des clauses des sections, 3, 4, 5, 6 et 7 de la partie IX du Traité de Neuilly.

L'extension aux Belges du bénéfice de l'accord et du contrat du 14 avril 1923 est subordonné à la levée du séquestre des biens bulgares en Belgique et à l'abandon de la procédure de compensation. Cette corrélation se conçoit pour les raisons indiquées ci-dessus. Il est à remarquer que le Gouvernement français a déjà levé le séquestre des biens bulgares.

Un autre arrangement concernant le règlement des dettes dues par les particuliers bulgares à leurs créanciers alliés (article 176 du Traité de Neuilly) a été signé le 30 mai dernier par le chef du bureau de l'Office des Biens et Intérêts privés français et par le Gouverneur de la Banque Nationale de Bulgarie. Les modalités de cet arrangement sont semblables à celles de l'accord du 14 avril.

L'article XVIII de l'arrangement franco-bulgare du 30 mai 1923 stipule que les ressortissants des États Alliés sont admis à y participer. Il leur suffira de s'inscrire comme membres de la Société Civile des Porteurs de créances privées sur les Bulgares, bénéficiaire de cet arrangement. Mais comme pour ce qui concerne l'accord du 14 avril 1923, il a été entendu entre le Gouvernement belge et le Gouvernement bulgare, que le séquestre des biens bulgares serait au préalable levé et la procédure de compensation abandonnée. L'arrangement du 30 mai 1923 est, au surplus, plutôt un contrat de droit privé qu'un accord international.

Ajoutons, enfin, qu'il a été pour autant que du besoin, reconnu par le Gouvernement bulgare que la suppression du système des compensations laissait intacte la compétence du tribunal arbitral mixte belgo-bulgare. Dans ces conditions les créanciers belges qui ne voudront pas profiter des arrangements ci-dessus pourront toujours tenter de s'arranger directement à l'amiable avec leurs débiteurs bulgares et, en cas où leur tentative resterait stérile recourir au tribunal arbitral mixte.

Les avantages que les accords exposés ci-dessus rapporteront aux créanciers belges compensent largement l'abandon du séquestre des biens bulgares. Quant à la renonciation au système des compensations, elle est conforme aux vœux de la grande majorité sinon de tous les créanciers belges.

Le Premier Ministre, Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

H. JASPAR.

CONTRAT

RELATIF

A UN MORATORIUM ACCORDÉ AU GOUVERNEMENT BULGARE PAR SES CRÉANCIERS FRANÇAIS ET BELGES

Entre les soussignés :

M. AL. STAMBOULSKY, Président du Conseil des Ministres de Bulgarie, Ministre des Affaires Étrangères, Ministre des Finances par intérim, agissant au nom et pour compte du Gouvernement bulgare, d'une part ;

M. FR.-GEORGES PICOT, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, agissant au nom et pour compte du Gouvernement de la République Française ;

M. CH. MASKENS, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, agissant au nom et pour compte du Gouvernement Belge ;

M. CH. ALPHAND, Directeur de l'Office des Biens et Intérêts Privés au Ministère français des Affaires Étrangères, agissant au nom et pour compte de cet Office, et

M. le Lieutenant-Colonel ENAUX, Chef du Bureau de l'Office des Biens et Intérêts Privés de Sofia, agissant au nom et pour compte de la Société des créanciers français et belges, dénommée Société Civile des Porteurs d'obligations de l'émission 6 1/2 p. c. 1925 de l'État bulgare, dont il est dûment mandaté, d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Le Gouvernement bulgare, pour le règlement de ses dettes résultant des clauses des Sections 3, 4, 5, 6 et 7 de la Partie IX du Traité de Neuilly, qui sont ou seront reconnues soit par jugements des Tribunaux Arbitraux Mixtes, soit par accords amiables, à des créanciers français et belges, va créer et répartir entre ceux-ci des obligations garanties dans les conditions indiquées aux articles ci-après :

ARTICLE PREMIER.

Le montant nominal de l'émission d'obligations sera fixé ultérieurement, mais en tout cas avant le 1^{er} avril 1924, en tenant compte des jugements non encore rendus, et sera suffisant pour couvrir les créances indiquées ci-dessus. Cette émission reçoit la dénomination « Emission d'obligations 6 1/2 p. c. 1925 de l'État bulgare ».

ARTICLE 2.

Ces obligations seront au porteur, de francs français 500 chacune. Leur nombre exact sera déterminé conformément aux dispositions de l'article 19.

Elles seront divisées en coupures unitaires et en coupures de 5, 10 et 20 obligations, soit de francs français : 2,500, 5,000 et 10.000.

La Société Civile des Porteurs fera connaître au Gouvernement bulgare combien de coupures de chacune de ces catégories elle désire recevoir.

ARTICLE 5.

Ces obligations rapportent un intérêt annuel de 6 1/2 p. c. du montant nominal, payable en deux parties égales contre des coupons semestriels aux échéances des 15 mai et 15 novembre de chaque année.

Chaque coupon est payable, à son échéance, en francs français 16.25 pour les coupures unitaires. Le premier coupon sera payable le 15 mai 1924.

A l'épuisement des feuilles de coupons, celles-ci seront renouvelées aux frais du Gouvernement bulgare et par les soins de ce dernier.

ARTICLE 4.

L'amortissement de cette émission ne commencera que lorsque la Bulgarie se trouvera libérée du paiement de l'indemnité qui lui est imposée au titre des réparations par le paragraphe 5 de l'article 121 du Traité de Neuilly.

Il se fera alors en trente ans par voie de tirages au sort semestriels, suivant un tableau imprimé au verso des titres qui comportera soixante semestrialités égales.

Les tirages auront lieu à Sofia, à la Direction de la Dette Publique et des Dettes garanties par l'État, chaque semestre, un mois avant l'échéance des coupons, en présence de la Commission prévue à l'article 158 du règlement portant application de la loi relative à la Direction de la Dette Publique et des Dettes garanties par l'État et du Délégué de la Société Civile.

La date du premier tirage sera portée à la connaissance des porteurs par un communiqué aux presses bulgares, françaises et belges fait par le Gouvernement bulgare d'accord avec le délégué de la Société Civile.

ARTICLE 5.

Les obligations sorties à chaque tirage seront payées à la même date que le premier coupon venant à échéance après ce tirage.

Les listes des numéros des titres sortis au tirage seront remises à la Société Civile des Porteurs d'obligations et seront publiées dans le *Journal officiel* de Bulgarie et dans un journal des villes de Paris et de Bruxelles, aux frais du Gouvernement bulgare.

Toute obligation présentée au remboursement devra être munie de tous les coupons non échus à la date fixée pour le remboursement ; dans le cas où il en manquerait un ou plusieurs, leur montant serait déduit du capital à payer au porteur.

ARTICLE 6.

Les coupons et les titres amortis seront payés pour leur valeur nominale au gré des porteurs :

A Sofia, en levas au cours du change à vue sur Paris, à la Banque Nationale de Bulgarie, et

A Paris, en francs français, à la Caisse de la Société Civile des Porteurs d'obligations, ou aux autres caisses qui pourraient être désignées par elle.

ARTICLE 7.

Les titres amortis et les coupons y attachés, ainsi que les coupons échus payés seront perforés par les soins de la Société Civile des Porteurs d'obligations et expédiés à Sofia aux frais du Gouvernement bulgare, sauf les titres et coupons payés par la Banque Nationale de Bulgarie.

ARTICLE 8.

Le Gouvernement bulgare se réserve le droit de rembourser au pair, à partir du 15 janvier 1960, les obligations de la présente émission restant encore en circulation.

Dans ce cas, le Gouvernement bulgare devra rembourser la totalité, et non une partie seulement, des dites obligations restant en circulation à ce moment, et il devra, en outre, payer aux porteurs de ces titres, en plus du principal, au pair et dans les espèces convenues, les intérêts courus et non encore versés.

Ce remboursement anticipé devra être annoncé trois mois d'avance par des avis insérés dans le Journal Officiel de Bulgarie et dans un journal des villes de Paris et de Bruxelles aux frais du Gouvernement bulgare.

ARTICLE 9.

Les titres de la présente émission seront confectionnés aux frais du Gouvernement bulgare, par les soins de ce dernier, en accord avec la Société Civile des Porteurs d'obligations. Les titres devront porter quatre signatures dont deux manuscrites : celle du Délégué du Gouvernement bulgare et celle du Délégué de la Société Civile. La signature du Ministre des Finances de Bulgarie et celle du Directeur de la Dette publique pourront être imprimées.

Les titres seront munis également aux frais du Gouvernement bulgare, du timbre bulgare, s'il y a lieu, et des timbres français ou belge dans la proportion, pour chaque quantité de titres, que la Société Civile des Porteurs lui indiquera, chaque obligation ne devant porter qu'un seul timbre étranger.

ARTICLE 10.

Le Gouvernement bulgare s'engage, dès que le présent contrat sera devenu définitif et aussitôt que le lui demandera la Société Civile des Porteurs d'obligations, à fournir les documents nécessaires pour obtenir l'admission de l'émission aux cotes officielles des Bourses de Paris et de Bruxelles ou de toute autre place que pourrait désigner la Société Civile des Porteurs d'obligations.

ARTICLE 11.

La Société Civile des Porteurs d'obligations sera chargée du Service de l'intérêt, de l'amortissement des obligations d'une manière irrévocable et pour toute la durée de l'émission.

Le Gouvernement bulgare allouera à la dite Société Civile ainsi qu'à la Banque Nationale de

Bulgarie une commission de 1/4 p. c. du nominal pour le paiement des obligations sorties au tirage ou amorties par voie de remboursement anticipé, et une commission de 1/2 p. c. pour le paiement des coupons échus. Dans le cas où le taux normal de ces commissions deviendrait inférieur, la Société Civile ferait bénéficier le Gouvernement bulgare de cette diminution.

ARTICLE 12.

Les titres et coupons seront à tout jamais exempts de tous impôts, taxes, droits ou redevances quelconques prévus ou à prévoir par les lois bulgares.

ARTICLE 13.

Les coupons échus ainsi que les obligations sorties au tirage seront reçus au pair, pour leur valeur nominale, par toutes les caisses de l'Etat à Sofia en paiement de tous impôts, taxes ou redevances de toute nature perçus ou à percevoir au profit de l'Etat, à la seule exception des droits de douane et ceci dans le cas où l'encaissement des dits coupons et obligations ne pourrait être effectué à la Banque Nationale de Bulgarie.

Quant aux titres non encore sortis au tirage, ils seront admis pour leur valeur nominale, comme cautionnement, dans tous les contrats passés ou à passer avec l'Etat bulgare, dans les mêmes conditions que les obligations des emprunts bulgares 1902, 1904 et 1907.

ARTICLE 14.

Les coupons qui n'auront pas été présentés à l'encaissement dans les cinq années qui suivront leur échéance seront prescrits en faveur de l'Etat; le délai sera de quinze ans pour les titres amortis.

Les sommes représentant le montant des coupons qui n'auront pas été présentés à l'encaissement dans les cinq années suivant leur échéance et celles représentant le montant des titres amortis qui n'auraient pas été présentés à l'encaissement dans les cinq années suivant la date désignée pour leur remboursement, seront restituées, six mois après la date du dernier tirage, au Trésor bulgare qui prendra la charge des paiements non encore effectués.

En cas de perte, de vol, de détérioration ou de destruction des titres, l'Etat bulgare procédera à leur remplacement aux frais du réclamant, après qu'il lui aura été fourni les preuves jugées satisfaisantes de la disparition de ces titres et des droits des réclamants ou que la garantie de la Société Civile lui aura été donnée.

ARTICLE 15.

Un extrait du présent contrat figurera sur les titres définitifs.

ARTICLE 16.

La présente émission constitue un engagement direct de l'Etat bulgare. Celui-ci inscrira chaque année au budget de la Dette Publique le crédit nécessaire pour couvrir deux semestrialités comprenant les intérêts, l'amortissement, quand il y aura lieu, et les autres frais accessoires pour le service de cette émission.

Sur les recettes générales du Trésor, le Gouvernement bulgare devra verser à la Société Civile des Porteurs d'obligations, dix jours avant chaque échéance semestrielle, la somme nécessaire en francs français pour le paiement des coupons et le remboursement des titres amortis, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 19 du présent contrat dont l'application ne pourra donner lieu qu'à la restitution au Gouvernement bulgare, chaque semestre, des intérêts afférents aux obligations non encore distribuées ou, lors de leur tirage au sort, de la contrevaletur de l'amortissement des dits titres, la semestrialité demeurant constante.

Le premier versement semestriel sera effectué le cinq mai 1924.

ARTICLE 17.

La Société Civile des Porteurs d'obligations portera au crédit des comptes ouverts pour chaque échéance séparément tous les versements qui lui seront faits pour le service de l'émission.

Ces comptes porteront intérêt en faveur du Gouvernement bulgare à un taux égal au taux d'escompte de la Banque de France.

Ils seront débités, dix jours avant chaque échéance, des sommes nécessaires pour ce service, augmentées de tous les frais de commission y afférents, ainsi que des autres frais mentionnés à l'article 16.

ARTICLE 18.

La Société Civile des Porteurs d'obligations, qui comprend les créanciers français et belges de la Bulgarie, en vertu des articles 177 et suivants de la partie IX du Traité de Neuilly, accepte les obligations représentant le montant nominal de la présente émission en paiement des indemnités auxquelles ils ont ou pourront avoir droit en vertu soit d'accords amiables, soit de jugements de Tribunaux Arbitraux Mixtes.

Le Gouvernement bulgare leur remettra ces obligations au pair du capital nominal.

Le paiement des créances sera fait par la Direction de la Dette Publique au moyen d'ordres de paiement délivrés par elle sur production du jugement ou de la transaction intervenue. Ces ordres de paiement seront délivrés sur la Banque Nationale de Bulgarie.

Les sommes inférieures à 500 francs seront transférées en espèces à la Société Civile en même temps que les obligations pour être remises par elle aux créanciers.

Le montant des créances sera déterminé en tenant compte des intérêts impartis par les jugements des Tribunaux Arbitraux Mixtes ou par les transactions. Ces intérêts seront calculés jusqu'au jour de la délivrance de l'ordre de paiement.

Les premiers ordres de paiement seront délivrés le 1^{er} avril 1924.

Toutefois, jusqu'à cette date, dans le délai d'un mois de la notification par l'Office des Biens et Intérêts Privés du jugement ou de la transaction à la Direction de la Dette Publique bulgare, cette dernière délivrera à la Société Civile pour être remis aux intéressés un certificat provisoire, sous forme de lettre indi-

quant le montant total de la dette au 1^{er} avril 1924 et mentionnant que cette dette sera réglée au moyen des obligations prévues au présent contrat, les coupons étant payés en espèces comme il est dit plus haut. Si le jugement ou la transaction comporte l'attribution des sommes libellées en monnaie autre que le franc français, la valorisation s'en ferait au cours de la Bourse de Paris de la veille du jour de l'ordre de paiement.

ARTICLE 19.

L'émission aura lieu dans les six mois de l'approbation du Sobranié, mais les titres ne seront livrés à leurs ayant-droits qu'au fur et à mesure des jugements des Tribunaux Arbitraux Mixtes ou de la conclusion d'accords amiables.

Les obligations qui ne seraient pas encore exigibles par les créanciers resteront déposées dans une Caisse spéciale de la Direction de la Dette Publique bulgare. Elles ne seront signées par le Délégué de la Société Civile qu'au moment de la remise aux intéressés. Les obligations seront considérées comme la propriété du Gouvernement bulgare jusqu'au jour de leur affectation.

Lorsque tous les litiges seront réglés, les obligations restantes seront incinérées par le Gouvernement bulgare.

ARTICLE 20.

Dans le but d'assurer la régularité du service des coupons, une semestrialité sera constituée comme garantie aux mains de la Société Civile par le Gouvernement bulgare. Cette somme sera employée par les soins de la Société Civile à l'achat pour compte du Gouvernement bulgare d'obligations de la présente émission, au prix de 90 p. c.

Ces obligations devront rester dans les caisses de la Société Civile, en garantie du service intégral de l'émission.

Le montant des coupons échus et des remboursements des titres constituant ce dépôt sera employé à l'achat en bourse, par les soins de la Société Civile, de nouvelles obligations au cours du jour.

La Société Civile aura la faculté, dans le cas où le montant intégral des versements à effectuer par le Gouvernement bulgare pour le service des coupons ne serait pas versé en temps utile, d'opérer sur cette réserve, sans préavis ni mise en demeure, un prélèvement suffisant pour parfaire la différence.

La vente des obligations aurait lieu en bourse au cours du jour, aux risques et périls du Gouvernement bulgare, jusqu'à due concurrence des sommes à revenir à la Société Civile.

Dans le cas où cette réserve viendrait à être entamée, elle devrait être reconstituée immédiatement par le Gouvernement bulgare.

ARTICLE 21.

Tous les droits que comportent les présents titres tels qu'ils résultent du contrat, seront exercés au nom et pour compte des porteurs par le Délégué désigné par la Société Civile des Porteurs et dont les pouvoirs seront notifiés au Gouvernement bulgare par l'entremise des Légations de France et de Belgique.

ARTICLE 22.

Un Commissaire du Gouvernement bulgare sera nommé auprès de la Société Civile des Porteurs d'obligations et servira d'intermédiaire entre elle et les Autorités bulgares. Il aura un droit de contrôle, à l'exclusion de tout autre fonctionnaire bulgare, sur les pièces de caisse et la comptabilité.

ARTICLE 23.

Le Gouvernement bulgare s'engage à soumettre, dans le plus bref délai possible, le présent contrat à la ratification du Sobranié.

ARTICLE 24.

Le présent contrat s'appliquera aux créanciers belges visés au préambule dès que le Gouvernement belge aura fait connaître sa décision de lever le séquestre des biens bulgares en Belgique et de renoncer au système des Offices de vérification et de compensation prévu à la Section III de la Partie IX du Traité de Neuilly.

ARTICLE 25.

Le présent contrat est fait en quatre exemplaires sans frais de timbre ou droits d'aucune sorte.

Fait à Sofia, le 14 avril 1923.

Signé : AL. STAMBOULISKY, FR. GEORGES PICOT,
CH. MASKENS, CH. ALPHAND, H. ENAUX.

**ACCORD RELATIF A L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS A 6 1/2 P. C.
DE L'ÉTAT BULGARE.**

Entre les soussignés :

M. Al. STAMBOULISKY, Président du Conseil des Ministres de Bulgarie, Ministre des Affaires Étrangères, Ministre des Finances par intérim, agissant au nom et pour compte du Gouvernement bulgare, d'une part;

M. Fr.-Georges PICOT, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, agissant au nom et pour compte du Gouvernement de la République Française;

M. Ch. MASKENS, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, agissant au nom et pour compte du Gouvernement belge;

M. Ch. ALPHAND, Directeur de l'Office des Biens et Intérêts privés au Ministère français des Affaires Étrangères, agissant au nom et pour compte de cet office, et

M. le Lieutenant-Colonel H. ENAUX, Chef du Bureau de l'Office des Biens et Intérêts Privés de Sofia, agissant au nom et pour compte de la Société des créanciers français et belges, dénommée « Société Civile des Porteurs d'obligations de l'émission 6 1/2 p. c. 1923 de l'État bulgare », dont il est dûment mandaté, d'autre part ;

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Par le contrat relatif à un moratorium accordé au Gouvernement bulgare par ses créanciers français et belges en date de ce jour le Gouvernement bulgare s'est engagé à émettre des obligations libellées en francs français représentant une somme suffisante pour le paiement des créances que les ressortissants français et belges ont ou pourront avoir sur le Gouvernement bulgare en vertu des clauses des Sections 3, 4, 5, 6 et 7 de la Partie IX du Traité de Neuilly.

Ces obligations ne seront remises aux différents créanciers qu'au fur et à mesure que leurs litiges auront été solutionnés soit par jugements des Tribunaux Arbitraux Mixtes, soit par accords amiables avec le Gouvernement bulgare.

ARTICLE PREMIER.

En vue de faciliter au Gouvernement bulgare l'amortissement de cette émission et de l'accélérer au maximum, la Société Civile des Porteurs d'obligations s'engage à prélever une partie des intérêts accordés aux obligations à la constitution d'une caisse d'amortissement.

Les obligations prévues dans le contrat de ce jour ne seront pas créées actuellement. Le Gouvernement bulgare, sauf ce qui sera dit à l'article 7 des présentes ci-après, les remplacera par des obligations créées en vertu du présent accord dans la forme et les conditions en résultant.

Un résumé des dispositions du présent accord modifiant celles du contrat de ce jour figurera sur les titres définitifs.

• Les obligations seront établies et timbrées aux frais du Gouvernement bulgare, qui accepte de reporter à cet effet le crédit qui devrait être affecté à celles précédemment prévues.

Leur montant nominal, leur dénomination, leur signature, la valeur des coupures, les conditions de création d'émission et de délivrance, leurs coupons, échéances, mode de présentation et de paiement ainsi que l'annuité affectée au service desdits coupons seront identiques.

En un mot, les obligations modifiées, créées et délivrées en vertu du présent accord, remplacent les obligations prévues au contrat en date de ce jour et jouiront de tous leurs droits et avantages, sauf en ce qui concerne leur amortissement auquel il est expressément dérogé par les présentes, sauf les effets éventuels de l'article 7 des présentes.

ARTICLE 2.

La proportion des intérêts à verser à la caisse d'amortissement susvisée est fixée à 20 p. c. De cette proportion, les intérêts afférents à 17,3 p. c. serviront à constituer l'annuité d'amortissement qui restera constante, les coupons pour les obligations déjà amorties, soit par tirage au sort, soit par rachat en bourse, y demeurant incorporés.

Le surplus de 2,7 p. c. servira à constituer la provision nécessaire au fonctionnement de la caisse; mais au cas où, après prélèvement des frais relatifs à cette caisse, il en resterait un excédent, ce dernier sera employé pour l'amortissement de cette émission.

Ces versements seront effectués au fur et à mesure des versements des semestrialités prévues par l'article 16 du contrat de ce jour.

Le premier versement semestriel comprenant l'amortissement et les intérêts sera effectué le 15 mai 1924, mais la somme correspondante à l'amortissement sera portée au crédit du compte prévu à l'article 17 du contrat de ce jour, et sera destiné à l'amortissement des obligations, qui aura lieu, soit par voie de rachat en bourse au cours de la période du 5 mai au 1^{er} octobre, soit par tirage au sort effectué le 15 octobre 1924. Le 15 mai 1924 ne seront mis en paiement que les intérêts échus à cette date.

Le prélèvement de 20 p. c. pourra être opéré de la manière suivante :

Au moment de la remise des obligations aux créanciers du Gouvernement bulgare, à due concurrence des sommes qui leur seront reconnues, soit par jugements des Tribunaux Arbitraux Mixtes, soit par accorde amiables, la Société Civile prélèvera sur ces remises un nombre d'obligations égal à 20 p. c. du nombre des obligations distribuées.

Ces obligations prélevées resteront entre les mains de la Société Civile; elles porteront les numéros compris entre les n° 1 et 40,000, si le chiffre des obligations délivrées aux créanciers était égal à 200,000. Dans le cas où le nombre des obligations serait inférieur à 200,000, la partie proportionnelle desdits numéros, qui sera sans emploi, sera perforée et annulée et restituée pour incinération au Gouvernement bulgare.

ARTICLE 3.

La caisse d'amortissement sera administrée et gérée par la Société Civile. Elle constituera à cette effet un Comité, composé du délégué de la Société et du Commissaire bulgare auprès de la Société.

Les amortissements auront lieu soit par tirages semestriels, soit par rachat en bourse des obligations.

Les amortissements se feront par rachat en bourse, tant que les obligations seront cotées au-dessous du pair, et par tirage semestriel au sort, lorsqu'elles seront au pair ou au-dessus.

Pour le jeu de ce dernier cas un tableau d'amortissement en trente-quatre années, sur la totalité de l'émission, sera établi et inscrit au dos des obligations.

Si, par suite des cours pratiqués, les rachats en bourse n'étaient pas possibles au cours d'un exercice, il serait procédé à l'amortissement, par tirage au sort, jusqu'à l'épuisement de la totalité de la portion des intérêts consacrés à l'amortissement.

Les numéros des obligations constituant la totalité de l'émission seront inclus dans la roue du tirage de l'amortissement.

Tout numéro sortant, correspondant à une obligation incinérée en vertu de l'article 19 du contrat de ce jour sera considéré comme nul, et il en sera tiré un autre à sa place.

Tout numéro sortant, correspondant aux obligations du n° 1 au n° 40,000, faisant partie des obligations prélevées en vertu de l'article 2 ci-dessus, sera rejeté dans la roue et un autre numéro sera tiré en remplacement, tant qu'il restera en circulation une obligation au-dessus du n° 40,000.

Tout numéro sortant, correspondant à un titre déjà racheté en bourse, sera mis de côté et un numéro supplémentaire sera tiré à son lieu et place jusqu'à l'épuisement de la disponibilité de la caisse pour l'amortissement.

Lorsqu'il ne restera plus en circulation de titres portant d'autres numéros que les numéros des titres correspondant à la série prélevée, sous réserve des dispositions de l'article 2, dernier paragraphe, ces titres, seront amortis par tirages trimestriels jusqu'à concurrence de la provision constituée par l'annuité prévue pour la totalité des coupons de l'émission, et ce jusqu'à épuisement des dites obligations.

La Société Civile répartira alors annuellement, au prorata des porteurs de créances qui la constituent, le montant des titres amortis sur les obligations faisant l'objet du paragraphe précédent.

ARTICLE 4.

Les obligations amorties par tirages ou rachetées en bourse seront perforées par la Société Civile ou l'Établissement indiqué par celle-ci et par la Banque Nationale de Bulgarie et envoyées à la Direction de la Dette Publique Bulgare. Les numéros en seront constatés sur des bordereaux remis à la même Direction.

Les numéros des obligations ainsi retirées de la circulation seront, chaque semestre, publiés à la diligence de la Société Civile dans un journal financier des villes de Paris et de Bruxelles.

La Direction de la Dette Publique Bulgare fera cette publication dans le *Journal Officiel de Bulgarie*.

ARTICLE 5.

Le nombre d'obligations à amortir chaque année, porté sur le tableau d'amortissement joint au présent accord, représente un minimum obligatoire, mais la Société Civile se réserve le droit de procéder à des amortissements anticipés ou complémentaires, lorsque les ressources de la caisse d'amortissement le lui permettront.

ARTICLE 6.

Le Gouvernement Bulgare se réserve également le droit de procéder à des amortissements complémentaires ; il devra en aviser la Société Civile trois mois à l'avance, en lui indiquant le nombre d'obligations qu'il désire amortir.

ARTICLE 7.

Dans le cas où les versements des semestrialités prévus à l'article 16 du contrat d'émission d'obligations du Gouvernement Bulgare 6 1/2 p. c. 1923 resteraient impayés pendant plus de deux ans par la faute du Gouvernement Bulgare, le présent accord deviendrait, du fait même de cette suspension de paiement, nul et non avenu.

Par l'effet même de cette annulation, les porteurs d'obligations reprendraient les droits qui leur sont conférés par le contrat de ce jour et les semestrialités prévues au dit contrat devront être versées intégralement jusqu'à l'amortissement total de l'émission, le contrat en date de ce jour reprenant tous ses effets.

En conséquence, la Société Civile pourra dans ce cas exiger la création des obligations prévues dans le contrat en date de ce jour, et le Gouvernement Bulgare s'engage à délivrer ces obligations ainsi qu'à supporter les frais d'impression, de timbre et d'échange.

Ces obligations seront transmises, par la Société Civile aux Porteurs contre restitution des obligations créées en vertu des présentes obligations qui seront annulées, perforées, et rendues au Gouvernement Bulgare.

La Société Civile présentera elle-même au Gouvernement Bulgare pour échange, les obligations déjà retirées de la circulation.

En cas de force majeure, seulement les arrérages non payés seront dus par le Gouvernement Bulgare, sans annuler le présent accord.

ARTICLE 8.

Toute disposition du contrat en date de ce jour, qui n'est pas expressément modifiée par le présent accord, demeure en vigueur.

ARTICLE 9.

Le présent accord est établi en quatre exemplaires sans frais de timbre ou droits d'aucune sorte.

Le texte français de cet accord fera seul foi.

Fait à Sofia, le 14 avril 1923.

Signé : AL. STAMBOULISKY, FR. GEORGES PICOT,
CH. MASKENS, CH. ALPHAND, H. ENAUX.

**CONTRAT POUR LE RÈGLEMENT DES DETTES PRIVÉES
D'AVANT-GUERRE EN BULGARIE.**

Entre les soussignés :

M. le Docteur Ilia KARADJOFF, Gouverneur de la Banque Nationale de Bulgarie, agissant au nom et pour compte de cette banque représentant elle-même l'ensemble des débiteurs bulgares Bancaires et Commerciaux d'avant-guerre vis-à-vis des créanciers alliés, et

M. le Lieutenant-Colonel Henri ENAUX, Chef de Bureau de l'Office des Biens et Intérêts Privés, agissant au nom et pour compte de la Société Civile des Porteurs des créances privées sur les Bulgares, dont il est dûment mandaté, d'autre part,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La situation du marché des changes et ses importantes fluctuations journalières rendant fort difficile, le règlement des dettes commerciales ou bancaires d'avant-guerre, que peuvent avoir les commerçants, industriels ou banques bulgares vis-à-vis de leurs correspondants ressortissants des Puissances Alliées, les créanciers français groupés en une Société Civile, dénommée *Société Civile des Porteurs de créances privées sur les Bulgares* accordent à leurs débiteurs bulgares un moratorium dont la durée et les conditions sont fixées dans le présent contrat moyennant création par la Banque Nationale de Bulgarie d'obligations qui seront émises dans les conditions indiquées aux articles ci-après.

ARTICLE PREMIER.

Le montant nominal de l'émission d'obligations qui ne peut encore être définitivement établi, est fixé à un maximum de 100 millions de francs français.

Cette émission reçoit la dénomination *Emission de la Banque Nationale de Bulgarie 1923*.

ARTICLE 2.

Ces obligations au porteur, de francs français 100 ou de (4) livres sterling verront leur nombre exact déterminé conformément aux dispositions de l'article 19.

Ces obligations sont divisées en coupures unitaires ou en coupures de 5, 10, 20, 50 et 100 obligations.

La Société Civile des Porteurs fera connaître à la Banque Nationale combien de coupures de chacune de ces catégories elle désire recevoir.

ARTICLE 3.

Ces obligations rapportent un intérêt annuel de 7 p. c. du montant nominal payable en deux parties égales contre des coupons semestriels aux échéances des 15 janvier et 15 juillet de chaque année.

Chaque coupon est payable à son échéance en francs français 3,50 ou L. 0-2-9 6/10 pour les coupures unitaires, le premier coupon sera payable le 15 janvier 1924. A l'épuisement des feuilles de coupons, celles-ci seront renouvelées aux frais de la Banque Nationale de Bulgarie et par les soins de cette dernière.

ARTICLE 4.

L'amortissement de cette émission se fera en consacrant une partie des intérêts accordés aux obligations à la constitution d'une caisse d'amortissement gérée et administrée par la Société Civile des Créanciers. Elle constituera à cet effet un Comité composé du Délégué de la Société et du Commissaire Bulgare auprès de la Société prévu à l'article 22 du présent contrat.

La proportion des intérêts à verser ainsi à cette caisse est fixée à 25 p. c.

De cette proportion, les intérêts afférant à 20 p. c. serviront à constituer l'annuité d'amortissement qui restera constante, les coupons pour les obligations déjà amorties soit, par tirage au sort, soit, par rachats en bourse, y demeurant incorporés.

Le surplus de 5 p. c. servira à raison de 3 p. c. à constituer la provision nécessaire au fonctionnement de la caisse, à raison de 2 p. c. à couvrir les frais de la Banque Nationale. Dans le cas où après prélèvement des frais relatifs à cette caisse, il resterait un excédent, cet excédent sera employé pour l'amortissement de l'émission.

Ce prélèvement de 25 p. c. pourra être opéré de la manière suivante : Au moment de la remise des obligations aux créanciers à due concurrence des sommes qui leur seront reconnues, soit, par accords amiables, soit, par décision des *Tribunaux Arbitraux Mixtes*, la Société Civile prélèvera sur ces remises un nombre d'obligations égal à 25 p. c. du nombre des obligations distribuées.

Ces obligations resteront entre les mains de la Société Civile. Dans le cas où le chiffre des obligations délivrées aux créanciers représenterait un capital inférieur à 100,000,000 de francs, la partie proportionnelle des dites obligations qui sera sans emploi sera perforée, annulée, et restituée pour incinération à la Banque Nationale.

Les amortissements auront lieu soit par tirages annuels soit par rachat en Bourse des obligations.

Les amortissements se feront par rachat en Bourse tant que les obligations seront au-dessous du pair, et par tirage annuel au sort lorsqu'elles seront au pair ou au-dessus.

Pour le jeu de ce dernier cas, un tableau d'amortissement en vingt-huit annuités sur la totalité de l'émission sera établi et inscrit au dos des obligations.

Si par suite des cours pratiqués, les rachats en Bourses n'étaient pas possibles au cours d'un exercice, il serait procédé à l'amortissement par tirage au sort, jusqu'à épuisement de la totalité de la portion des intérêts consacrés à l'amortissement.

Tous les numéros constituant la totalité de l'émission seront inclus dans la roue du tirage de l'amortissement.

Tout numéro sortant correspondant à une obligation incinérée en vertu de l'article 19 sera considéré comme nul et il en sera tiré un autre à sa place.

Tout numéro sortant correspondant aux obligations faisant partie des obligations prélevées en vertu du présent article sera rejeté dans la roue et un autre numéro sera tiré en remplacement.

Tout numéro sortant correspondant à un titre déjà racheté en bourse sera mis de côté et un numéro supplémentaire sera tiré en son lieu et place.

Lorsqu'il ne restera plus en circulation de titres portant d'autre numéro que les numéros des titres correspondant à la série prélevée en faveur de la caisse d'amortissement, ces titres seront amortis par tirages semestriels jusqu'à concurrence de l'annuité prévue pour le service des coupons de l'émission et ce jusqu'à épuisement de ces obligations.

La Société Civile répartira alors semestriellement, au prorata, aux porteurs de créances qui la constituent, le montant des titres amortis, sur les obligations faisant l'objet du paragraphe précédent.

Les tirages auront lieu à Sofia à la Banque Nationale chaque semestre un mois avant l'échéance des coupons en présence de la Commission prévue à l'article 158 du règlement portant l'application de la loi relative à la Direction de la Dette Publique et des dettes garanties par l'Etat, et du délégué de la Société Civile.

La date du premier tirage sera portée à la connaissance des porteurs par un communiqué aux presses bulgares et alliées intéressées fait par la Banque Nationale d'accord avec le délégué de la Société Civile.

ARTICLE 5.

Les numéros des obligations amorties par tirages ou amorties en Bourse seront constatés sur des bordereaux remis à la Banque Nationale de Bulgarie. Ces titres seront perforés par la Société Civile, rendus à la Banque Nationale et ne pourront être remis en circulation.

Les numéros des obligations ainsi retirées de la circulation seront chaque année publiés à la diligence de la Société Civile dans un journal financier de chacune des villes de Sofia, de Paris et de Londres.

ARTICLE 6.

Les obligations, sorties à chaque tirage, seront payées à la même date que le premier coupon venant à l'échéance après ce tirage.

Les listes de numéros des titres sortis aux tirages seront publiées dans un journal de chacune des villes suivantes : Paris, Londres et Sofia.

Toute obligation présentée au remboursement devra être munie de tous les coupons non échus à la date fixée pour le remboursement ; dans le cas où il en manquerait un ou plusieurs leur montant serait déduit du capital à payer au porteur.

ARTICLE 7.

Les coupons et les titres seront payés pour leur valeur nominale, respectivement au gré des porteurs, à Sofia, aux caisses de la Banque Nationale en levas au cours du change sur Paris ou Londres, et à la caisse de la Société Civile des Porteurs d'obligations ou aux autres caisses qui pourraient être désignées par elle en francs français ou en livres sterling.

ARTICLE 8.

Les titres amortis et les coupons y attachés ainsi que les coupons échus seront perforés par les soins de la Société Civile des Porteurs d'obligations et expédiés à Sofia.

ARTICLE 9.

Le nombre d'obligations à amortir chaque année, porté sur le tableau d'amortissement joint au présent contrat représente un minimum obligatoire, mais la Société Civile se réserve le droit de procéder à des amortissements anticipés ou complémentaires lorsque les ressources de la caisse d'amortissement le lui permettront.

La Banque Nationale de Bulgarie se réserve également le droit de rembourser au pair les obligations de la présente émission restant encore en circulation. Dans ce cas, elle devra rembourser la totalité et non une partie seulement et elle devra en outre payer aux porteurs de ces titres, en plus du principal et dans les espèces convenues, les intérêts courus et non encore versés.

Ce remboursement anticipé devra être annoncé trois mois d'avance par des avis insérés aux frais de la Banque Nationale de Bulgarie dans le *Journal officiel* de Bulgarie et dans un journal financier de chacune des villes de Paris et de Londres.

ARTICLE 10.

Les titres de la présente émission seront confectionnés aux frais de la Banque Nationale de Bulgarie par les soins de cette dernière, d'accord avec la Société Civile.

Ils devront porter quatre signatures, celles du Gouverneur de la Banque Nationale, d'un Administrateur de cette Banque qui pourront être imprimées, du Contrôleur de la Banque et du Délégué de la Société Civile qui seront manuscrites.

Les titres seront munis aux frais de la Banque Nationale des timbres bulgares et alliés, chaque obligation ne devant porter qu'un seul timbre étranger.

ARTICLE 11.

La Banque Nationale de Bulgarie s'engage dès que le présent contrat sera devenu définitif et aussitôt que le lui demandera la Société Civile des Porteurs d'obligations, à fournir les documents nécessaires pour obtenir l'admission de l'émission aux cotes officielles de la Bourse de Paris ou de toute autre place que pourrait désigner la Société Civile des Porteurs d'obligations.

ARTICLE 12.

La Société Civile des Porteurs d'obligations sera chargée du service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations d'une manière irrévocable et pour toute la durée de l'émission. Il lui sera alloué une commission d'un quart pour cent ($\frac{1}{4}$ p. c.) du montant nominal pour le paiement des obligations sorties au tirage ou amorties par voie de remboursement anticipé, et une commission de

un demi pour cent (1/2) p. c.) pour le paiement des coupons échus. Dans le cas où le taux normal de ces commissions deviendrait inférieur, la Société ferait bénéficier la Banque Nationale de cette diminution.

ARTICLE 13.

Les titres et coupons seront à tout jamais exempts de tous impôts, taxes, droits ou redevances quelconques prévus ou à prévoir par les lois bulgares.

ARTICLES 14.

Les coupons échus, ainsi que les obligations sorties aux tirages seront reçus au pair, pour leur valeur nominale, par toutes les caisses de l'État à Sofia en paiement de tous impôts, taxes ou redevances de toute nature perçus ou à percevoir au profit de l'État à la seule exception des droits de douane, et ceci dans le cas où l'encaissement desdits coupons et obligations ne pourrait être effectué à la Banque Nationale de Bulgarie.

Quant aux titres non encore sortis au tirage, ils seront admis, pour leur valeur nominale, comme cautionnement dans tous les contrats passés ou à passer avec l'État Bulgare, dans les mêmes conditions que les obligations des emprunts bulgares 1902, 1904 et 1907.

ARTICLE 15.

Les coupons qui n'auront pas été présentés à l'encaissement dans les cinq années qui suivront leur échéance, seront prescrits en faveur de la Banque Nationale; le délai sera de quinze ans pour les titres amortis. Les sommes représentant le montant des coupons qui n'auraient pas été présentés à l'encaissement dans les cinq années suivant leur échéance et celles représentant le montant des titres amortis qui n'auraient pas été présentés à l'encaissement dans les cinq années suivant la date désignée pour leur remboursement seront restitués, six mois après la date du dernier tirage, à la Banque Nationale qui prendra la charge des paiements non encore affectués.

En cas de perte, de vol, de détérioration ou de destruction des titres, la Banque Nationale de Bulgarie procédera à leur remplacement aux frais du réclamant après qu'il lui aura été fourni les preuves jugées satisfaisantes de la disparition de ces titres et des droits des réclamants ou que la garantie de la Société Civile lui aura été donnée.

ARTICLE 16.

Un extrait du présent contrat figurera sur les titres définitifs.

ARTICLE 17.

La Banque Nationale de Bulgarie devra verser à la Société Civile des porteurs en obligations dix jours avant chaque échéance semestrielle les sommes en francs ou en nécessaires au service des coupons et au remboursement des titres amortis sous réserve toutefois des dispositions de l'article 19 du contrat dont l'application ne

pourra donner lieu qu'à la restitution à la Banque Nationale de Bulgarie chaque semestre des intérêts afférants aux obligations incinérées, ou, lors de leur sortie aux tirages, de la contrevaletur de l'amortissement des dits titres, l'annuité restant d'ailleurs constante.

ARTICLE 18.

La Société Civile qui comprend la très grande majorité des créanciers français en Bulgarie accepte en paiement de leurs créances les obligations représentant le montant nominal de la présente émission.

Il est bien entendu que tout créancier ressortissant d'une puissance alliée pourra être payé sur sa demande, pour tout ou partie de sa créance, au moyen des obligations de la présente émission à la condition de faire partie de la Société Civile.

De même les ressortissants bulgares, propriétaires de biens qui auraient été sequestrés et liquidés sur le territoire d'une des puissances alliées, en exécution des dispositions de la Partie IX du Traité de Neuilly, et qui aux termes du même traité doivent être indemnisés par le Gouvernement Bulgare pourront recevoir en couverture du produit desdites liquidations et pour son montant des obligations de la présente émission, à la condition d'adhérer à la Société Civile et d'en accepter les statuts.

ARTICLE 19.

La Banque Nationale de Bulgarie versera en espèces au fur et à mesure de la distribution des titres, les sommes nécessaires pour faire face au coût des timbres alliés.

L'émission aura lieu dans les six mois de la signature du présent contrat, mais les titres ne seront remis à leurs ayants-droits qu'au fur et à mesure que leurs droits auront été bien établis.

La reconnaissance des droits des créanciers sera établie sur présentation soit de Jugements des Tribunaux Arbitraux Mixtes, soit d'accords amiables régulièrement établis. Toutefois, il ne pourra être tenu compte des créances sur des débiteurs insolubles ou en faillite contre lesquels les créanciers continueront à avoir recours par tous moyens de droit, soit auprès des Tribunaux Arbitraux Mixtes, soit auprès des Tribunaux Bulgares. Le recours ne pourra d'ailleurs s'exercer que par l'intermédiaire de la Société Civile.

L'insolvabilité des débiteurs sera reconnue par la Banque Nationale. La Banque Nationale pourra demander aux débiteurs solvables une garantie ne dépassant pas 30 p. c. du montant de leurs dettes. Elle pourra également leur demander un versement annuel supplémentaire de 1 p. c. pour la constitution d'une caisse d'assurance dont elle assurera la gestion.

Les obligations qui ne seraient pas encore exigibles par les créanciers resteront déposées dans une caisse de la Banque Nationale.

Lorsque tous les litiges seront réglés, les obligations restantes seront perforées et annulées et restituées pour incinération à la Banque Nationale.

ARTICLE 20.

Les débiteurs bulgares qui par des manœuvres délictueuses dissimuleraient leurs avoirs ou occasionneraient des pertes à la Banque Nationale seraient passibles des sanctions prévues aux articles 23 et 26 de la sur le règlement des dettes d'avant guerre relevant de la Partie IX du Traité de Neuilly (publiée au *Journal officiel de Bulgarie*, N° 241 de l'année 1922).

ARTICLE 21.

Tous les droits que comportent les présents titres, tels qu'ils résultent du contrat seront exercés au nom et pour compte des Porteurs par le Délégué désigné par la Société Civile des Porteurs et dont les pouvoirs seront notifiés à la Banque Nationale de Bulgarie par la Société Civile des Porteurs.

Le délégué aura la faculté de transmettre ses pouvoirs à un adjoint et de prendre le personnel nécessaire.

ARTICLE 22.

Un commissaire bulgare sera nommé auprès de la Société Civile des Porteurs des titres et servira d'intermédiaire entre elle et la Banque Nationale de Bulgarie.

Ce commissaire sera le même que celui désigné dans le contrat du 14 avril 1923 relatif au règlement des dettes du Gouvernement Bulgare vis-à-vis de ses créanciers français et belges. Il aura également un droit de contrôle à l'exclusion de tout autre représentant des débiteurs sur les pièces de caisses et la comptabilité de la Société Civile.

ARTICLE 23.

Le Gouvernement Bulgare s'engage à soumettre dans le plus bref délai possible le présent contrat à la ratification du Sobranié.

ARTICLE 24.

Le présent contrat est fait en deux exemplaires sans frais de timbre ou droit d'aucune sorte.

Le texte français de ce contrat fera seul foi.

Fait en double, à Sofia, le 30 mai 1923.

(Signé) ENAUX.

(Signé) D^r KARADJOFF.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1923

Wetsontwerp

tot goedkeuring van de Overeenkomst gesloten den 14^e April 1923 tusschen België en Frankrijk van den eenen kant, Bulgarije van den anderen kant, betreffende de uitvoering van de economische bepalingen van het Vredesverdrag van Neuilly-sur-Seine.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 176 van het Vredesverdrag tusschen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Bulgarije, geteekend te Neuilly-sur-Seine, den 27^e November 1919, heeft de regeling der schulden en schuldvorderingen tusschen Belgische onderhoorigen en Bulgaarsche onderhoorigen door bemiddeling van Afrekeningsdiensten voorzien. Deze proceduur maakte evenwel slechts een recht uit waarvan de Geallieerde Mogendheden zich, volgens hun belang, al dan niet konden bedienen.

Anderzijds beoogt artikel 177 van hetzelfde verdrag inzonderheid de regeling, door de Bulgaarsche Regeering, der sommen aan particulieren of aan maatschappijen, onderhoorigen der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden, verschuldigd uit hoofde van uitzonderlijke oorlogsmaatregelen of van schikkingen gedurende de vijandelijkheden genomen.

Als waarborg voor de uitvoering dezer verplichtingen heeft de Belgische Regeering, volgens artikel 177, het recht de zich in België bevindende Bulgaarsche goederen te vereffen. Deze goederen staan thans onder dwangbeheer krachtens het besluit-wet van 10 November 1918, zij zijn overigens van zeer gering belang.

Latèn wij hieraan toevoegen dat de Belgische Regeering, in strijd met de beslissing door andere Geallieerde Regeeringen, namelijk door de Fransche Regeering, genomen, aan de Bulgaarsche Regeering kennis gegeven had van haar inzicht de afrekeningsproceduur aan te nemen voor de regeling der in artikel 176 bedoelde schuldvorderingen. Sedert Bulgarije met de geallieerde landen opnieuw vreedzame betrekkingen aangeknoopt heeft, heeft de Regeering, evenals de particulieren, ernstige bewijzen geleverd van goeden wil wat betreft de regeling der schuldvorderingen waarover het hier gaat.

Er werden pogingen aangewend om de door den oorlog onderbroken handelsbetrekkingen weder aan te knooien en in zedelijk en stoffelijk opzicht de plaats te hernemen die Bulgarije eertijds in de gemeenschap der Natiën bekleedde.

Met het oog op deze waarnemingen hebben zekere geallieerde landen zich afgevraagd of zij, in hun belang zelf, Bulgarije niet moesten helpen in zijn werk van wederopbouw, en zekere hunner voorrechten laten varen, mits zich overigens al de gewenschte waarborgen te verzekeren.

Van den anderen kant is de groote meerderheid der Belgische Schuldeischers van meening dat de tusschenkomst der Afrekeningsdiensten van aard is de regeling te vertragen van hun toestand ten opzichte van Bulgaarsche correspondenten met wie zij zouden wenschen handelsbetrekkingen te hervatten, die slechts mogelijk zullen zijn wanneer de vrijheid der contractueele betrekkingen zal hersteld zijn, zonder beperking wat betreft de verplichtingen voortvloeiende uit vooroorlogsehe contracten.

Er ontbreken overigens voldoende elementen voor de afrekening tusschen actieve en passieve schuldvorderingen; anderzijds zouden zij niet kunnen aangevuld worden door de opbrengst van de vereffening der gesequestreerde goederen, gezwien het geringe belang dezer laatste.

De toestand alzoo zijnde heeft de Minister van Buitenlandsche Zaken van Bulgarije op 14 April l.l. met de Ministers van België en van Frankrijk een contract en een overeenkomst geteekend naar luid waarvan de Bulgaarsche Regeering zich verplicht heeft obligaties nit te geven welke eene som vertegenwoordigen voldoende voor de betaling der schuldvorderingen die de Belgische en Fransche onderhoorigen hebben, of zouden kunnen hebben op de Bulgaarsche Regeering, krachtens de bepalingen der Afdelingen 3, 4, 5, 6 en 7 van Deel IX van het Verdrag van Neuilly.

De uitbreiding tot de Belgen van het voordeel van de Overeenkomst en van het contract van 14 April 1923 hangt af van het opheffen van het dwangbeheer op de Bulgaarsche goederen in België en van het opgeven van de afrekeningsproceduur. Deze onderlinge betrekking is begrijpelijk om de hierboven aangehaalde redenen. Er valt op te merken dat de Fransche Regeering het dwangbeheer op de Bulgaarsche goederen reeds heeft opgegeven.

Eene schikking betreffende de regeling der schulden van Bulgaarsche particulieren aan hunne Geallieerde Schuldeischers (artikel 176 van het Verdrag van Neuilly) werd op 30 Mei l.l. geteekend door het Bureauhoofd van den Franschen Dienst der Private Goederen en Belangen en door den Gouverneur der Nationale Bank van Bulgarije. De modaliteiten dezer schikking zijn gelijkloeiend met die der Overeenkomst van 14 April.

Artikel 18 der Fransch-Bulgaarsche schikking van 30 Mei 1923 bepaalt dat de onderhoorigen der Geallieerde Staten er deel aan mogen nemen. Het volstaat dat zij zich laten inschrijven als lid der Burgerlijke Maatschappij der Houders van Private Schuldvorderingen op de Bulgaren, te wier voordeel deze schikking gesloten is. Maar zooals voor de Overeenkomst van 14 April 1923, is er tusschen de Belgische Regeering en de Bulgaarsche Regeering overeengekomen dat het dwangbeheer over de Bulgaarsche goederen vooraf zou opgeheven en de afrekeningsproceduur zou opgegeven worden. De schikking van 30 Mei 1923 is bovendien veelmeer een contract van privaaf recht dan een internationale overeenkomst.

Hieraan zij ten slotte nog toegevoegd dat, voor zoover noodig, door de Bulgaarsche Regeering erkend werd dat de afschaffing van het afrekeningsstelsel de bevoegdheid van het Belgisch-Bulgaarsche Gemengd Scheidsgerecht onaangetaast laat. In deze omstandigheden kunnen de Belgische schuldeischers die van bovengenoemde schikkingen geen gebruik willen maken, noch steeds trachten rechtstreeks een minnelijke schikking te treffen met hunne Bulgaarsche schuldenaars en, in geval hunne poging vruchteloos blijft, hunne toevlucht tot het Gemengd Scheidsgerecht nemen.

De voordeelen die de hierboven uiteengezette Overeenkomsten zullen afwerpen voor de Belgische schuldeischers vergoeden in ruime mate het opgeven van het dwangbeheer over de Bulgaarsche goederen. Wat betreft het feit dat aan het Afrekeningsstelsel verzaakt wordt, dit stemt overeen met de wenschen van de groote meerderheid zoo niet van al de Belgische Schuldeischers.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR,



Contract

BETREFFENDE EEN MORATORIUM AAN DE BULGAARSCH E REGEE- RING DOOR HARE FRANSCH E EN BELGISCH E SCHULDEISCHERS VERLEEND.

Tusschen de ondergeteekenden :

Den heer Al. STAMBOULISKY, Minister-Président van Bulgarije, Minister van Buitenlandsche Zaken, Minister van Financiën ad interim, handelend uit naam en voor rekening der Bulgaarsche Regeering, eensdeels ;

Den heer Fr. Georges PICOT, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister, handelend uit naam en voor rekening van de Regeering der Fransche Republiek,

Den heer Ch. MASKENS, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister, handelend uit naam en voor rekening der Belgische Regeering,

Den heer Ch. ALPHAND, Bestuurder van den Dienst der Private Goederen en Belangen bij het Fransche Ministerie van Buitenlandsche Zaken, handelend uit naam en voor rekening van dezen Dienst, en

Den heer Luitenant-Kolonel ENAUX, Hoofd van het Bureau der Private Goederen en Belangen van Sofia, handelend uit naam en voor rekening van de Vereeniging der Fransche en Belgische Schuldeischers, genoemd Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligaties der uitgifte 6 1/2 t. h. 1923 van den Bulgaarschen Staat, waardoor hij behoorlijk gemachtigd werd, anderdeels,

Werd besloten en afgesproken hetgeen volgt :

Met het oog op de regeling harer schulden voortvloeiend uit de bepalingen van Afdeelingen 3, 4, 5, 6 en 7 van Deel IX van het Verdrag van Neuilly, die erkend zijn of zullen erkend worden hetzij door vonnissen der Gemengde Scheidsgerichten, hetzij bij minnelijke schikkingen, aan Fransche en Belgische schuldeischers, zal de Bulgaarsche Regeering obligaties uitgeven en onder voornoemde schuldeischers verdeelen, die gewaarborgd zijn onder de in de volgende artikelen aangegeven voorwaarden :

ARTIKEL EEN.

De nominale waarde der obligatiën-uitgifte zal naderhand, maar in alle geval vóór 1 April 1924, vastgesteld worden met inachtneming der nog niet gevelde vonnissen, en zal voldoende zijn om de bovenvermelde schuldvorderingen te dekken. Deze uitgifte krijgt de benaming « Uitgifte van obligaties 6 1/2 t. h. 1923 van den Bulgaarschen Staat ».

ARTIKEL 2.

De obligaties zullen aan houder en elk van 500 Fransche franken zijn. Hun juist aantal zal vastgesteld worden overeenkomstig de beschikkingen van

artikel 19. Zij zullen verdeeld worden in aandeelen van ééne eenheid en in aandeelen van 5, 10 en 20 obligaties, hetzij van 2,500, 5,000 en 10,000 Fransche franken.

De Burgerlijke Maatschappij der Houders zal aan de Bulgaarsche Regeering laten weten hoeveel aandeelen zij van ieder dezer categoriën wenscht te ontvangen.

ARTIKEL 3.

Deze obligaties brengen eenen jaarlijkschen intrest op van 6 $\frac{1}{2}$ t. h. van het nominale bedrag, betaalbaar in twee gelijke deelen tegen zesmaandelijksche coupons vervallend op 15 Mei en 15 November van ieder jaar.

Elke coupon is betaalbaar, op haren vervaldag, in 16.25 Fransche franken, voor de aandeelen van ééne eenheid. De eerste coupon zal op 15 Mei 1924 betaalbaar zijn.

Wanneer de couponbladen opgebruikt zijn, zullen deze op kosten der Bulgaarsche Regeering en door haar zorgen vernieuwd worden.

ARTIKEL 4.

De aflossing dezer uitgifte zal eerst een aanvang nemen wanneer Bulgarije de vergoeding zal betaald hebben die door paragraaf 3 van artikel 121 van het Verdrag van Neuilly ten titel van herstel aan dit land opgelegd werd.

Zij zal dan geschieden in dertig jaren door middel van zesmaandelijksche trekkingen, volgens eene op de keerzijde der titels gedrukte tabel die zestig gelijke zesmaandelijksche uitbetalingen zal behelzen.

De trekkingen zullen plaats hebben te Sofia, op het Bestuur der Staatsschuld en der door den Staat gewaarborgde schulden, ieder halfjaar, eene maand vóór den vervaldag der coupons, in tegenwoordigheid der Commissie voorzien in artikel 158 van het reglement tot toepassing der wet betreffende het Bestuur der Staatsschuld en der door den Staat gewaarborgde schulden, en van den Afgevaardigde der Burgerlijke Maatschappij.

De datum der eerste trekking zal aan de houders bekendgemaakt worden door eene mededeeling aan de Bulgaarsche, de Fransche en de Belgische pers gedaan door de Bulgaarsche Regeering in overleg met den Afgevaardigde der Burgerlijke Maatschappij.

ARTIKEL 5.

De bij elke trekking uitgekomen obligaties zullen betaald worden op denzelfden datum als de eerste coupon die na die trekking vervalt.

De lijsten met de nummers der bij de trekking uitgekomen titels zullen aan de Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders overhandigd worden en zullen verschijnen in het *Bulgaarsche Staatsblad* alsmede in een dagblad der steden Brussel en Parijs, op de kosten der Bulgaarsche Regeering.

Elke obligatie die ter terugbetaling wordt ingediend zal moeten voorzien zijn van al de coupons die op den voor de terugbetaling vastgestelden datum nog niet vervallen zijn; ingeval er eene of meer zouden ontbreken, zou hun bedrag van het aan den houder te betalen kapitaal worden afgehouden.

ARTIKEL 6.

De afgeloste coupons en titels zullen, voor hunne nominale waarde, nitbetaald worden naar goëddunken der houders :

Te Sofia, in leva's aan den koers op zicht op Parijs, op de Nationale Bank van Bulgarije, en

Te Parijs, in Fransche franken, op de Kas der Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders, of op andere kassen die door haar zouden kunnen aangewezen worden.

ARTIKEL 7.

De afgeloste titels en de coupons die eraan gehecht zijn, alsmede de vervallen coupons die b taald zijn, zullen door de zorgen der Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders doorboord en op de kosten der Bulgaarsche Regeering naar Sofia verzonden worden, met uitzondering der titels en coupons betaald door de Nationale Bank van Bulgarije.

ARTIKEL 8.

De Bulgaarsche Regeering behoudt zich het recht voor, te rekenen van 15 Januari 1960, de nog in omloop zijnde obligaties dezer uitgifte aan pari terug te betalen.

In dit geval, zal de Bulgaarsche Regeering het geheel en niet enkel een deel van gezegde op dit oogenblik nog in omloop zijnde obligaties moeten terugbetalen, en zal zij bovendien aan de houders dezer titels, buiten de hoofdsom, aan pari en in de aangenomen munt, de verloop en nog niet gestorte intresten moeten betalen.

Deze vervroegde terugbetaling zal drie maanden op voorhand moeten bekendgemaakt worden door middel van berichten geplaatst in het *Staatsblad van Bulgarije* alsmede in een dagblad der steden Parijs en Brussel, en dit op de kosten der Bulgaarsche Regeering.

ARTIKEL 9.

De titels dezer uitgifte zullen vervaardigd worden op kosten der Bulgaarsche Regeering, door de zorgen dezer laatste, in overeenkomst met de Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders. De titels moeten voorzien zijn van vier handteekeningen waarvan twee met de hand geschreven : deze van den Afgevaardigde der Bulgaarsche Regeering en deze van den Afgevaardigde der Burgerlijke Maatschappij. De handteekening van den Minister van Financiën van Bulgarije en deze van den Bestuurder der Staatsschuld mogen gedrukt zijn.

De titels zullen eveneens op kosten der Bulgaarsche Regeering bekleed worden met het Bulgaarsche zegel, indien zulks noodig is, en met de Fransche en Belgische zegels in de verhouding, voor elke hoeveelheid titels, die de Burgerlijke Maatschappij der Houders haar zal aanduiden ; elke obligatie moet namelijk slechts van één enkel vreemd zegel voorzien zijn.

ARTIKEL 10.

De Bulgaarsche Regeering gaat de verplichting aan, zoohaast dit contract definitief zal geworden zijn en zoohaast de Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligatiën het haar zullen vragen, de noodige documenten te verstrekken tot het bekomen der opneming der uitgifte op de officieele noteeringen der Beurzen van Parijs en van Brussel of van elke andere plaats die de Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders zouden kunnen aanwijzen.

ARTIKEL 11.

De Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders zal op onwederroepelijke wijze en voor den geheelen duur der uitgifte belast zijn met den Dienst van den interest en van de aflossing der obligaties.

De Bulgaarsche Staat zal aan gezegde Burgerlijke Maatschappij alsook aan de Nationale Bank van Bulgarije een commissieloon van $\frac{1}{4}$ t. h. der nominale waarde verleen en voor de betaling der obligaties die bij de trekking uitgekomen zijn of bij wijze van vervroegde terugbetaling afgelost worden, alsook een commissieloon van $\frac{1}{2}$ t. h. voor de betaling der vervallen coupons. Ingeval het normale procent dezer commissiën lager zou worden, zou de Burgerlijke Maatschappij de Bulgaarsche Regeering het voordeel dezer vermindering laten genieten.

ARTIKEL 12.

De titels en coupons zullen voor altijd vrij zijn van alle belastingen, taxen, rechten of eijzen van elken aard voorzien of te voorzien door Bulgaarsche wetten.

ARTIKEL 13.

De vervallen coupons alsmede de obligaties die bij de trekking uitgekomen zijn, zullen *a pari* voor hunne nominale waarde, door al de Staatskassen te Sofia aangenomen worden ter betaling van elke belasting, taxe of eijns van allen aard geïnd of te innen ten bate van den Staat, met de enkele uitzondering der tolrechten, en dit in geval de incasseering van gezegde coupons en obligaties niet ter Nationale Bank van Bulgarije zou kunnen geschieden.

Wat de titels betreft die nog niet bij de trekking uitgekomen zijn, deze zullen voor hunne nominale waarde aangenomen worden als borgtocht in al de contracten aangegaan of aan te gaan met den Bulgaarschen Staat, onder dezelfde voorwaarden als de obligaties der Bulgaarsche leeningen 1902, 1904 en 1907.

ARTIKEL 14.

De coupons die niet ter incasseering zullen aangeboden zijn binnen de vijf jaar volgende op hunnen vervalldag, zullen verjaard zijn ten voordeele van den Staat; deze termijn zal vijftien jaar bedragen voor de afgeloste titels.

De sommen vertegenwoordigende het bedrag der coupons die niet ter incasseering ingediend werden binnen de vijf jaar volgend op hun vervalldag, en deze vertegenwoordigende het bedrag der afgeloste titels die niet ter incasseering

zouden aangeboden zijn binnen de vijf jaar volgende op den voor hunne terugbetaling aangeduiden datum, zullen zes maand na den datum der laatste trekking teruggegeven worden aan de Bulgaarsche Schatkist, die zich zal belasten met de nog niet gedane betalingen.

In geval van verlies, diefstal, beschadiging of vernietiging van de titels, zal de Bulgaarsche Staat ze vervangen op kosten van den verzoeker, nadat hem de voldoende geoordeelde bewijzen van de verdwijning dezer titels zal geleverd zijn en van de rechten der verzoekers ofwel nadat hem de waarborg van de Burgerlijke Maatschappij zal gegeven zijn.

ARTIKEL 15.

Een nittreksel van dit contract zal op de definitieve titels voorkomen.

ARTIKEL 16.

Deze uitgifte maakt eene rechtstreeksche verbintenis van den Bulgaarschen Staat uit. Deze laatste zal elk jaar op de begrooting van de Openbare Schuld het noodige krediet inschrijven om twee halfjaarlijksche aflossingen te dekken, omvattend de interesten, de aflossing, wanneer het zal noodig zijn, en de andere bijkomende kosten voor den dienst dezer uitgifte.

Op de algemeene ontvangsten der Schatkist, zal de Bulgaarsche Regeering aan de Burgerlijke Maatschappij der obligatiehouders, tien dagen vóór elken halfjaarlijkschen vervalldag, de noodige som in Fransche franken moeten storten voor de betaling der coupons en de terugbetaling der afgeloste titels, onder voorbehoud echter van de bepalingen van artikel 19 van dit contract waarvan de toepassing slechts aanleiding kan geven tot de teruggave aan de Bulgaarsche Regeering, elk halfjaar, van de interesten verbonden aan de nog niet uitgedeelde obligaties of, bij hunne uitloting, van de tegenwaarde der aflossing van gezegde titels, de halfjaarlijksche afbetaling overigens onveranderlijk blijvend.

De eerste halfjaarlijksche storting zal den 5^e Mei 1924 geschieden.

ARTIKEL 17.

De Burgerlijke Maatschappij der Obligatiehouders zal op het crediet van de rekeningen die voor elken vervalldag afzonderlijk geopend worden, al de stortingen vermelden die haar voor den dienst der uitgifte zullen gedaan worden.

Deze rekeningen zullen ten voordeele der Bulgaarsche Regeering interest opbrengen aan een rentevoet gelijkstaand met den discontovoet van de Bank van Frankrijk.

Zij zullen, tien dagen vóór elken vervalldag, gedebiteerd worden voor de bedragen noodig voor dezen dienst, verhoogd met al de er mede verbonden commissiekosten, alsook met de andere kosten vermeld in artikel 16.

ARTIKEL 18.

De Burgerlijke Maatschappij der obligatiehouders, die de Fransche en Belgische schuldeischers van Bulgarije krachtens artikels 177 en volgende van deel IX van het Verdrag van Neuilly, omvat, aanvaardt de verplichtingen die het nominaal

bedrag dezer uitgifte vertegenwoordigen in betaling der schadeloosstellingen waarop zij recht hebben of zullen kunnen hebben krachtens hetzij minnelijke schikkingen, hetzij uitspraken van Gemengde Scheidsgerechten.

De Bulgaarsche Regeering zal hun deze obligaties a pari van het nominaal kapitaal overhandigen.

De betaling der schuldvorderingen zal door het bestuur van de Openbare Schuld geschieden bij middel van bevelschriften tot betaling, die door haar afgeleverd worden tegen overlegging van de uitspraak of van de getroffen minnelijke schikking. Deze bevelschriften tot betaling zullen op de Nationale Bank van Bulgarije betaalbaar zijn.

De sommen onder de 500 frank zullen in haar geld aan de Burgerlijke Maatschappij overgemaakt worden terzelfder tijd als de obligaties om door haar aan de schuldeischers overhandigd te worden.

Het bedrag der schuldvorderingen zal bepaald worden rekening houdend met de interesten bewilligd door de uitspraken der Gemengde Scheidsgerechten of door de minnelijke schikkingen. Deze interesten zullen berekend worden tot op den dag der afgifte van het bevelschrift tot betaling.

De eerste bevelschriften tot betaling zullen den 1^{sten} April 1924 afgeleverd worden.

Evenwel, tot op dien datum, binnen den termijn van ééne maand na de betekening door den Dienst der Private Goederen en Belangen van de uitspraak of van de minnelijke schikking aan het Bestuur van de Bulgaarsche Openbare Schuld, zal deze laatste aan de Burgerlijke Maatschappij om aan de belanghebbenden overhandigd te worden een voorloopig getuigschrift afleveren, in den vorm van een brief die het geheele bedrag der schuld op 1 April 1924 opgeeft en vermeldt dat deze schuld zal vereffend worden bij middel van de in dit contract voorziene obligaties, terwijl de breuken betaald worden in haar geld zooals hierboven gezegd. Indien de uitspraak of de minnelijke schikking de toekenning eischt van de sommen uitgedrukt in eene andere munt dan den Franschen frank zou de omzetting dezer sommen aan den koers der Beurs van Parijs van den dag vóór dien van het bevelschrift tot betaling geschieden.

ARTIKEL 19.

De uitgifte zal geschieden binnen de zes maanden na de goedkeuring door de Sobranje, maar de titels zullen slechts aan hunne rechthebbenden afgeleverd worden naar gelang de Gemengde Scheidsgerechten uitspraak gedaan hebben of minnelijke schikkingen gesloten werden.

De obligaties die door de schuldeischers nog niet opgevorderd kunnen worden, zullen in eene bijzondere Kas van het Bestuur der Bulgaarsche Openbare Schuld bewaard blijven. Zij zullen door den Afgevaardigde van de Burgerlijke Maatschappij slechts ondertekend worden op het oogenblik der afgifte aan de belanghebbenden. De obligaties zullen beschouwd worden als het eigendom der Bulgaarsche Regeering tot op den dag hunner toewijzing.

Wanneer al de geschillen geregeld zijn, zullen de overblijvende obligaties door de Bulgaarsche Regeering verbrand worden.

ARTIKEL 20.

Met het doel de regelmatigheid van den dienst der coupons te verzekeren, zal de Bulgaarsche Regeering eene halfjaarlijksche afbetaling als waarborg in handen der Burgerlijke Maatschappij storten. Deze som zal door toedoen van de Burgerlijke Maatschappij aangewend worden voor den aankoop voor rekening der Bulgaarsche Regeering van obligatiën dezer uitgifte, aan den prijs van 90 t. h.

Deze obligaties zullen in de kassen van de Burgerlijke Maatschappij moeten blijven als waarborg voor den algeheelen dienst der uitgifte.

Het bedrag van de vervallen coupons en van de terugbetalingen der titels die dit deposito uitmaken, zal gebruikt worden voor den aankoop ter beurs, door toedoen van de Burgerlijke Maatschappij, van nieuwe obligaties aan den koers van den dag.

De Burgerlijke Maatschappij zal het recht hebben, ingeval het algeheele bedrag der stortingen te doen door de Bulgaarsche Regeering voor den dienst der coupons, niet tijdig zou gestort zijn, van dezen voorraad, zonder voorafgaand bericht noch aanmerking, eene voldoende som af te nemen om het verschil aan te vullen.

De verkoop der obligaties zou ter beurs aan den koers van den dag geschieden, op risico van de Bulgaarsche Regeering, tot het verschuldigd bedrag der sommen die aan de Burgerlijke Maatschappij toekomen.

Ingeval deze voorraad aangetast zou worden, zou hij onmiddellijk door de Bulgaarsche Regeering moeten hersteld worden.

ARTIKEL 21.

Al de rechten die deze titels met zich brengen, zooals zij voortvloeien uit het contract, zullen uitgeoefend worden in naam en voor rekening der obligatiehouders door den Afgevaardigde aangewezen door de Burgerlijke Maatschappij der obligatiehouders en wiens bevoegdheden aan de Bulgaarsche Regeering door bemiddeling der Gezantschappen van Frankrijk en van België zal bekend gemaakt worden.

ARTIKEL 22.

Een commissaris der Bulgaarsche Regeering zal bij de Burgerlijke Maatschappij der obligatiehouders benoemd worden en zal als tusschenpersoon tusschen haar en de Bulgaarsche overheden dienen. Hij zal een recht van toezicht hebben, met uitsluiting van elk ander Bulgaarsch ambtenaar, op de kasstukken en de boekhouding.

ARTIKEL 23.

De Bulgaarsche Regeering verbindt zich dit contract binnen den kortst mogelijken tijd voor bekrachtiging aan de Sobranje te onderwerpen.

ARTIKEL 24.

Dit contract zal van toepassing zijn op de Belgische schuldeischers bedoeld in de inleiding zoodra de Belgische Regeering haar besluit zal hebben mede-

gedeeld het dwangbeheer der Bulgaarsche goederen in België op te heffen en van het stelsel der Afrekeningsdiensten voorzien in Afdeeling III van Deel IX van het Verdrag van Neuilly af te zien.

ARTIKEL 28.

Dit contract is in vier exemplaren opgemaakt zonder kosten van zegel noch eenig recht.

Gedaan te Sofia, den 14 April 1923.

Geteekend : Al. STAMBOLISKY,
Fr-Georges PICOT,
Ch. MASKENS,
Ch. ALPHAUD,
H. ENAUX.

Overeenkomst betreffende de uitgifte van obligaties 6 1/2 t. h.
van den Bulgaarschen Staat.

Tusschen de ondergeteekenden :

Den heer Al. STAMBOULISKY, Voorzitter van den Ministerraad van Bulgarije, Minister van Buitenlandsche Zaken, Minister van Financiën ad interim, handelend in naam en voor rekening van de Bulgaarsche Regeering, enerzijds ;

Den heer Fr. GEORGES-PICOT, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, handelend in naam en voor rekening van de Regeering der Fransche Republiek ;

Den heer Ch. MASKENS, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, handelend in naam en voor rekening van de Belgische Regeering ;

Den heer Ch. ALPHAUD, Bestuurder van den Dienst der Private Goederen en Belangen bij het Fransche Ministerie van Buitenlandsche Zaken, handelend in naam en voor rekening van dezen dienst, en

den heer Luitenant-Kolonel H. ENAUX, Bureauhoofd van den Dienst der Private Goederen en Belangen te Sofia, handelend in naam en voor rekening van de Maatschappij der Fransche en Belgische schuldeischers, genaamd « Burgerlijke Maatschappij der Houders van Obligaties der uitgifte 6 1/2 p. c. 1923 van den Bulgaarschen Staat », waardoor hij behoorlijk gemachtigd is, anderzijds ;

Werd besloten en afgesproken wat volgt :

Door het contract betreffende een moratorium aan de Bulgaarsche Regeering door hare Fransche en Belgische schuldeischers op datum van heden verleend, heeft de Bulgaarsche Regeering zich verbonden obligaties in Fransche franken uit te geven ter vertegenwoordiging eener som voldoende voor de betaling der schuldvorderingen die de Fransche en de Belgische onderhoorigen hebben of zullen kunnen hebben op de Bulgaarsche Regeering krachtens de bepalingen van Afdeelingen 3, 4, 5, 6 en 7 van Deel IX van het Verdrag van Neuilly.

Deze obligaties zullen slechts aan de verschillende schuldeischers overhandigd worden naar gelang hunne geschillen opgelost zullen zijn hetzij door uitspraken van de Gemengde Scheidsgerechten, hetzij door minnelijke schikkingen met de Bulgaarsche Regeering.

ARTIKEL 1.

Ten einde aan de Bulgaarsche Regeering de aflossing dezer uitgifte te vergemakkelijken en ze in de hoogst mogelijke mate te bespoedigen gaat de Burgerlijke Maatschappij der Houders van Obligaties de verbintenis aan een gedeelte der aan de obligaties toegekende interesten af te houden voor het instellen eener aflossingskas.

De in het contract van heden voorziene obligaties zullen thans niet worden uitgegeven. De Bulgaarsche Regeering, behoudens wat gezegd wordt in artikel 7

hiernavolgend van dit contract, zal ze vervangen door obligaties krachtens deze overeenkomst uitgegeven in den vorm en de voorwaarden die er uit voortspruiten.

Een samenvatting van de beschikkingen dezer overeenkomst, waarbij die van het contract van heden gewijzigd worden, zal op de definitieve titels voorkomen.

De obligaties worden gemaakt en gezegeld op kosten der Bulgaarsche Regeering, die aanneemt het krediet dat voor de eerst voorziene obligaties moest worden aangewend te dien einde over te dragen.

Hunne nominale waarde, hunne benaming, hunne onderteekening, de waarde der stukken, de voorwaarden van vorming, van uitgifte en van afgifte, hunne coupons, vervaldagen, wijze van aanbidding en van betaling, alsmede de annuïteit bestemd voor den dienst van gezegde coupons zullen dezelfde zijn.

Kortom, de obligaties gewijzigd, uitgegeven en afgeleverd krachtens deze overeenkomst, vervangen de in het contract van heden voorziene obligaties en zullen al hunne rechten en voordeelen genieten, behalve wat hunne aflossing betreft waarvan hierbij uitdrukkelijk afgeweken wordt, met voorbehoud van de eventueele uitwerksels van artikel 7 van dit contract.

ARTIKEL 2.

Het gedeelte der in bovenbedoelde aflossingskas te storten interesten is bepaald op 20 t. h. Van dit gedeelte zullen de interesten overeenstemmend met 17.3 t. h. dienen om de aflossingsannuïteit welke onveranderlijk zal blijven samen te stellen, de coupons voor de reeds hetzij door loting, hetzij door terugkoop ter beurse, afgeloste obligaties er in begrepen blijvend.

Het overschot van 2.7 t. h. zal dienen om den voorraad noodig voor de werking der kas te vormen; echter, ingeval er na afhouding der kosten betreffende deze kas een overschot zou blijven, dan zal dit laatste gebruikt worden voor de aflossing dezer uitgifte.

Deze stortingen zullen geschieden naar gelang van de stortingen voor de halfjaarlijksche afbetalingen voorzien door artikel 16 van het contract van heden.

De eerste halfjaarlijksche storting, de aflossing en de interesten omvattend, zal den 15ⁿ Mei 1924 geschieden, maar de som beantwoordend aan de aflossing, zal gebracht worden op het crediet van de rekening voorzien in artikel 17 van het contract van heden, en zal bestemd zijn voor de aflossing der obligaties, die zal geschieden hetzij bij middel van terugkoop ter beurs aan den koers van het tijdperk van 5 Mei tot 1 October, hetzij door loting gedaan den 15ⁿ October 1924. Den 15ⁿ Mei 1924 zullen slechts de interesten die op dien datum vervallen zijn, betaald worden.

De afhouding van 20 t. h. zal op de volgende wijze mogen geschieden :

Op het oogenblik van de afgifte der obligaties aan de schuldeischers der Bulgaarsche Regeering, tot het verschuldigd bedrag van de sommen die hun zullen toegekend zijn, hetzij door uitspraken van de Gemengde Scheidsgerechten, hetzij door minnelijke schikkingen, zal de Burgerlijke Maatschappij van deze terhandstellingen een aantal obligaties afhouden, dat gelijk is aan 20 t. h. van het aantal der uitgedeelde obligaties.

Deze afgehouden obligaties zullen in handen der Burgerlijke Maatschappij

blijven; zij zullen de nummers begrepen tusschen n^{rs} 1 en 40,000 dragen, indien het cijfer der aan de schuldeischers afgeleverde obligaties gelijk zou zijn aan 200,000. Ingeval het aantal obligaties lager zou zijn dan 200,000, zal het evenredig deel van gezegde nummers, dat niet gebruikt zal worden, doorboord en ongeldig verklaard en aan de Bulgaarsche Regeering voor verbranding teruggegeven worden.

ARTIKEL 3.

De kas van aflossing zal door de Burgerlijke Maatschappij beheerd en bestuurd worden. Zij zal te dien einde een Comiteit vormen, samengesteld uit den afgevaardigde der Maatschappij en den Bulgaarschen Commissaris bij de Maatschappij.

De aflossingen zullen geschieden hetzij door halfjaarlijksche trekkingen, hetzij door terugkoop ter beurs der obligaties.

De aflossingen zullen door terugkoop ter beurs geschieden, zoolang de obligaties onder pari genoteerd zullen zijn, en door halfjaarlijksche loting, wanneer zij aan pari of boven pari zullen staan.

Voor de regeling van dit laatste geval, zal er eene aflossingstabel in vierendertig jaren, over het geheel der uitgifte, opgemaakt en op de rugzijde der obligaties overgedrukt worden.

Indien, ten gevolge der toegepaste koersen, terugkoop ter beurs niet mogelijk zou zijn in den loop van een boekjaar, zou er overgegaan worden tot aflossing door loting, totdat het deel der voor aflossing bestemde intresten geheel uitgeput is.

De nummers der obligaties die het geheel der uitgifte uitmaken, zullen in de trommel van de trekking der aflossing ingesloten worden.

Elk uitgeloot nummer dat overeenstemt met eene obligatie verbrand krachtens artikel 19 van het contract van heden, zal als nietig beschouwd worden en er zal een andere in zijne plaats getrokken worden.

Elk uitgeloot nummer dat overeenstemt met de obligaties van n^o 1 tot n^o 40,000, die deel uitmaken van de obligaties afgehouden krachtens artikel 2 hierboven, zal terug in de trommel geworpen worden en een ander nummer zal in vervanging uitgeloot worden, zoolang er eene obligatie boven n^o 40,000 in omloop zal blijven.

Elk uitgeloot nummer, dat overeenstemt met een ter beurs reeds teruggekochte titel, zal ter zijde gelegd worden en een bijgevoegd nummer zal in zijne plaats getrokken worden totdat het beschikbaar geld der kas voor de aflossing uitgeput is.

Wanneer er geene titels meer in omloop zullen blijven die andere nummers dragen dan de nummers der titels die met de afgehouden serie overeenstemmen, onder voorbehoud der bepalingen van artikel 2, laatste paragraaf, zullen deze titels afgelost worden door driemaandelijksche trekkingen tot het bedrag der provisie gevormd door de annuïteit voorzien voor het geheel der coupons der uitgifte, en dit totdat gezegde obligaties uitgeput zijn.

De Burgerlijke Maatschappij zal dan jaarlijks naar rato der houders van schuld-vorderingen waaruit zij bestaat, het bedrag der afgeloste titels over de obligaties die het voorwerp van voorafgaande paragraaf uitmaken, verdeelen.

ART. 4.

De obligaties afgelost door trekkingen of teruggekocht ter beurs zullen door de Burgerlijke Maatschappij of de door deze laatste aangewezen Instelling en door de Nationale Bank van Bulgarije doorboord worden en aan het Bestuur der Bulgaarsche Openbare Schuld gezonden worden. De nummers dezer obligaties zullen op aan hetzelfde Bestuur overhandigde borderellen ingeschreven worden.

De nummers der aldus uit den omloop getrokken obligaties zullen, elk halfjaar, door toedoen van de Burgerlijke Maatschappij in een financieel blad der steden Parijs en Brussel bekendgemaakt worden.

Het Bestuur der Bulgaarsche Openbare Schuld zal deze bekendmaking in het *Officiel Blad* van Bulgarije doen verschijnen.

ARTIKEL 5.

Het aantal elk jaar af te lossen obligaties, vermeld op de bij deze overeenkomst gevoegde aflossingstabel, vertegenwoordigt een verplicht minimum, maar de Burgerlijke Maatschappij behoudt zich het recht voor tot vervroegde of aanvullende aflossingen over te gaan, wanneer de geldmiddelen der aflossingskas het haar zullen toelaten.

ARTIKEL 6.

De Bulgaarsche Regeering behoudt zich eveneens het recht voor tot aanvullende aflossingen over te gaan; zij zal de Burgerlijke Maatschappij drie maanden op voorhand daarvan moeten kennis geven, met opgave van het aantal obligaties dat zij wenscht af te lossen.

ARTIKEL 7.

In geval de stortingen der halfjaarlijksche afbetalingen voorzien in artikel 16 van het contract van uitgifte van obligaties der Bulgaarsche Regeering 6 1/2 t. h. 1923 onbetaald zouden blijven gedurende meer dan twee jaren door de schuld der Bulgaarsche Regeering, zou deze overeenkomst, door het feit zelf dezer staking van betaling nietig en van geener waarde worden.

Door deze nietigverklaring zelve zouden de obligatiehouders de rechten die hun door het contract van heden toegekend worden, hernemen en de in dit contract voorziene halfjaarlijksche afbetalingen zullen geheel moeten gestort worden tot dat de uitgifte heelemaal afgelost is, doordien het contract op datum van heden gesloten zijn gansch uitwissel herneemt.

Diensvolgens zal de Burgerlijke Maatschappij in dit geval de uitgifte kunnen eischen der obligaties voorzien in het contract op datum van heden gesloten en de Bulgaarsche Regeering verbindt zich deze obligaties af te leveren alsook de kosten van drukwerk, van zegel en van uitwisseling te dragen.

Deze obligaties zullen door de Burgerlijke Maatschappij aan de houders overhandigd worden tegen teruggave der obligaties uitgegeven krachtens deze overeenkomst, welke obligaties nietigverklaard, doorboord en aan de Bulgaarsche Regeering teruggegeven zullen worden.

De Burgerlijke Maatschappij zal zelf aan de Bulgaarsche Regeering de reeds uit den omloop teruggetrokken obligaties ter uitwisseling aanbieden.

In geval van overmacht zullen alleenlijk de niet betaalde achterstallen door de Bulgaarsche Regeering verschuldigd zijn, zonder dat deze overeenkomst vernietigd wordt.

ARTIKEL 8.

Elke beschikking van het contract op datum van heden gesloten, die niet uitdrukkelijk door deze overeenkomst gewijzigd is, blijft van kracht.

ARTIKEL 9.

Deze overeenkomst is opgemaakt in vier exemplaren zonder kosten van zegel noch enig ander recht.

De Fransche tekst dezer overeenkomst zal alleen rechtsgeldig zijn.

Gedaan te Sofia, den 14^e April 1923.

Geteekend : AL. STAMBOULISKY,
FR.-Georges PICOT,
Ch. MASKENS,
Ch. ALPHAUD,
H. ENAUX.

**CONTRACT VOOR DE REGELING DER
VOOROORLOGSCHE PARTICULIERE SCHULDEN IN BULGARIJE.**

Tusschen de ondergeteekenden :

den heer D^r ILIA KARADJOFF, Gouverneur der Nationale Bank van Bulgarije, handelend in naam en voor rekening dezer bank, die zelve het geheel der Bulgaarsche bank- en handelsschuldenaars van vóór den oorlog tegenover de geallieerde schuldeischers vertegenwoordigt, en

Luitenant-kolonel HENRI ENAUX, Bureelhoofd van den Dienst der Private Goederen en Belangen, handelend in naam en voor rekening van de Burgerlijke Maatschappij der Houders van Particuliere Schuldvorderingen op Bulgaren, door welke hij behoorlijk gemachtigd is, anderzijds,

WERD BESLOTEN EN AFGESPROKEN HETGEEN VOLGT :

Daar de stand der wisselmarkt en hare aanzienlijke dagelijksche schommelingen het regelen der vooroorlogsche handels- en bankschulden, welke Bulgaarsche handelaars, nijveraars of banken tegenover hunne correspondenten, onderhoorigen der Geallieerde Mogendheden kunnen hebben, zeer bemoeilijken, verleenen de Fransche schuldeischers gegroepeerd in een Burgerlijke Maatschappij, welke den naam draagt van *Burgerlijke Maatschappij van Houders van Particuliere Schuldvorderingen op Bulgaren* aan hunne Bulgaarsche schuldenaars een moratorium waarvan de duur en de voorwaarden bepaald zijn in dit contract mits uitgifte door de Nationale Bank van Bulgarije van obligaties die uitgegeven zullen worden onder de voorwaarden in de navolgende artikelen aangeduid.

ARTIKEL 1.

Het nominaal bedrag van de uitgifte van obligaties, dat nog niet definitief kan vastgesteld worden, is bepaald op een maximum van 100 miljoen Fransche franken.

Deze uitgifte krijgt den naam van « *Uitgifte der Nationale Bank van Bulgarije 1922* ».

ARTIKEL 2.

Het juiste aantal dezer obligaties aan houder, van 100 Fransche franken of van (4) ponden sterling, zal bepaald worden overeenkomstig de beschikkingen van artikel 19.

Deze obligaties zijn verdeeld in aandeelen van eene eenheid of in aandeelen van 5, 10, 20, 50 en 100 obligaties.

De Burgerlijke Maatschappij der houders zal aan de Nationale Bank laten weten hoeveel aandeelen zij wenscht te ontvangen van elk dezer categorieën.

ARTIKEL 3.

Deze obligaties brengen een jaarlijkschen interest van 7 t. h. van het nominaal bedrag op, betaalbaar in twee gelijke deelen, tegen halfjaarlijksche coupons vervallend op 15 Januari en op 15 Juli van elk jaar.

Elke coupon is betaalbaar op zijnen vervaldag tegen 3.50 Fransche franken of £ 0-2-9 6/10 voor de aandelen van eene eenheid, het eerste interestbriefje zal op 15 Januari 1924 vervallen. Wanneer de couponbladen opgebruikt zijn, zullen deze op kosten van de Nationale Bank van Bulgarije en door de zorgen van deze laatste vernieuwd worden.

ARTIKEL 4.

De aflossing van deze uitgifte zal geschieden door een deel der interesten verleend aan de obligaties te besteden voor het inrichten van eene delgingskas beheerd en bestuurd door de Burgerlijke Maatschappij van Schuldeischers. Zij zal daartoe een comiteit inrichten bestaande uit den Afgevaardigde der Maatschappij en den Bulgaarschen Commissaris bij de Maatschappij voorzien door artikel 22 van dit contract.

Het gedeelte der aldus in deze kas te storten interesten is bepaald op 25 t. h.

Van dit gedeelte zullen 20 t. h. der interesten dienen om een aflossingsannuïteit te vormen die onveranderlijk zal blijven, daar de coupons voor de reeds hetzij bij uitloting, hetzij door terugkoop ter beurze afgeloste obligaties er in begrepen zullen blijven.

Van het overschot van 5 t. h. zullen 3 t. h. dienen voor het vormen der provisie noodig voor de werking der kas en 2 t. h. om de kosten der Nationale Bank te dekken. Ingeval er na afhouding der kosten betreffende deze kas een overschot zou blijven, zal dit overschot gebruikt worden voor het aflossen der uitgifte.

Dit afnemen van 25 t. h. zal kunnen geschieden op de volgende wijze. Op het oogenblik der overhandiging van de obligaties aan de schuldeischers voor het bedrag der sommen dat erkend zal worden als hun verschuldigd zijnde, hetzij door schikkingen in der minne, hetzij door besluit der Gemengde Scheids-gerechten, zal de Burgerlijke Maatschappij van deze overhandigde obligaties een aantal stukken afnemen gelijk aan 25 t. h. van het aantal uitgedeelde obligaties.

Deze obligaties zullen in handen der Burgerlijke Maatschappij blijven. Ingeval het cijfer der aan de schuldeischers afgeleverde obligaties een kapitaal zou vertegenwoordigen van minder dan 100,000,000 frank, zal het evenredige deel van gezegde obligaties dat niet gebruikt zal zijn doorboord, ongeldig gemaakt en ter verbranding aan de Nationale Bank teruggegeven worden.

De aflossingen zullen geschieden hetzij door jaarlijksche uitlotingen, hetzij door terugkoop ter beurze der obligaties.

De aflossingen zullen door terugkoop ter beurze geschieden zoolang de obligaties onder pari zullen staan, en door jaarlijksche uitloting wanneer zij aan pari zullen staan of daarboven.

Voor de toepassing van dit laatste geval zal een tabel van aflossing in 28 annuïteiten op het totaal der uitgifte worden vastgesteld en op de keerzijde der obligaties gedrukt worden.

Indien wegens de toegepaste koersen, de terugkoop ter beurse niet mogelijk zou zijn in den loop van een boekjaar, zal tot aflossing door uitloting worden overgegaan totdat het deel der voor de aflossing bestemde interesten geheel uitgeput is.

Al de nummers die het geheel der uitgifte uitmaken zullen in de trommel voor de trekking van de aflossing worden ingesloten.

Elk uitkomend nummer dat overeenstemt met eene krachtens artikel 19 verbrande obligatie zal als nietig beschouwd worden en er zal een ander in zijne plaats worden getrokken.

Elk uitkomend nummer dat overeenstemt met de obligaties die deel uitmaken van de krachtens dit artikel afgehouden obligaties zal terug in de trommel geworpen worden en een ander nummer zal in zijne plaats getrokken worden.

Elk uitkomend nummer dat overeenstemt met een reeds ter beurse teruggekochte titel zal terzijde gelegd worden en in zijn plaats zal een nummer ter vervanging worden getrokken.

Wanneer er geene titels meer in omloop zullen blijven die een ander nummer dragen dan die der titels overeenkomend met de reeks afgenomen ten behoeve van de aflossingskas, zullen deze titels afgelost worden door halfjaarlijksche trekkingen ten beloope van het bedrag van de annuïteit voorzien voor den dienst der coupons van de uitgifte en dit totdat deze obligaties uitgeput zijn.

De Burgerlijke Maatschappij zal dan alle zes maanden, naar rato, onder de houders van schuldvorderingen waaruit zij bestaat, het bedrag der afgeloste titels verdeelen, op de obligaties die het voorwerp uitmaken van de vorige paragraaf.

De trekkingen zullen elk halfjaar eene maand vóór den vervaldag der coupons plaats hebben te Sofia in de Nationale Bank in tegenwoordigheid van de Commissie voorzien in artikel 158 van het reglement tot toepassing der wet betreffende het Bestuur der openbare schuld en der door den Staat gewaarborgde schulden, en van den afgevaardigde der Burgerlijke Maatschappij.

De datum der eerste trekking zal ter kennis der houders worden gebracht door een bekendmaking in de Bulgaarsche en de Geallieerde pers gedaan door de Nationale Bank in overleg met den Afgevaardigde der Burgerlijke Maatschappij.

ARTIKEL 5.

De nummers der door trekking of door terugkoop ter Beurze afgeloste obligaties zullen vastgesteld worden op aan de Nationale Bank van Bulgarije overhandigde staten. Deze titels zullen door de Burgerlijke Maatschappij doorboord worden, aan de Nationale Bank teruggegeven worden en zullen niet meer in omloop mogen gebracht worden.

De nummers der aldus buiten omloop gestelde obligaties zullen elk jaar bekend gemaakt worden door de zorgen van de Burgerlijke Maatschappij in een financieel blad van elk der steden Sofia, Parijs en Londen.

ARTIKEL 6.

De bij elke trekking uitgekomen obligaties zullen op denzelfden datum betaald worden als de eerste coupon die na de trekking vervalt.

De nummerlijsten der bij de trekkingen uitgekomen titels zullen in een blad van elk der steden Parijs, Londen en Sofia afgekondigd worden.

Elke ter terugbetaling aangeboden obligatie zal voorzien moeten zijn van alle op den voor de terugbetaling bepaalden datum niet verval len coupons; ingeval er een of meer zouden ontbreken zal hun bedrag afgehouden worden van het aan den houder te betalen kapitaal.

ARTIKEL 7.

De coupons en de titels zullen betaald worden voor hunne nominale waarde, respectievelijk naar verkiezen der houders, te Sofia, aan de kassen der Nationale Bank in leva's aan den wisselkoers op Parijs of Londen, en aan de kas der Burgerlijke Maatschappij der houders van obligaties of aan de andere kassen die door haar aangewezen zouden kunnen worden en wel in Fransche franken of in ponden sterling.

ARTIKEL 8.

De afgeloste titels en de daaraan gehechte coupons alsmede de vervallen coupons zullen door de zorgen der Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligaties doorboord worden en naar Sofia gezonden.

ARTIKEL 9.

Het aantal der elk jaar af te lossen obligaties vermeld op de bij dit contract gevoegde aflossingstabel vertegenwoordigt een verplicht minimum, maar de Burgerlijke Maatschappij behoudt zich het recht voor tot vervroegde of aanvullende aflossingen over te gaan telkens de inkomsten der aflossingskas het haar zullen mogelijk maken.

De Nationale Bank van Bulgarije behoudt zich eveneens het recht voor de obligaties van deze uitgifte, die nog in omloop blijven, aan pari terug te betalen. In dit geval zal zij het geheel en niet slechts een deel moeten terugbetalen en zij zal bovendien aan de houders dezer titels buiten de hoofdsom de verlopen en nog niet gestorte intresten moeten betalen en wel in de overeengekomen munt.

Die vervroegde terugbetaling zal drie maanden op voorhand aangekondigd moeten worden door berichten op kosten der Nationale Bank van Bulgarije opgenomen in het *Staatsblad* van Bulgarije en in een financieel blad van elk der steden Parijs en Londen.

ARTIKEL 10.

De titels van deze uitgifte zullen vervaardigd worden op kosten der Nationale Bank van Bulgarije door de zorgen dezer laatste in overleg met de Burgerlijke Maatschappij.

Zij zullen vier handteekeningen moeten dragen, die van den Gouverneur der Nationale Bank, van een Beheerder dezer Bank, welke gedrukt zullen moeten zijn, van een Controleur der Bank en van een Afgevaardigde van de Burgerlijke Maatschappij, welke met de hand zullen geschreven zijn.

De titels zullen op kosten der Nationale Bank voorzien zijn van de Bulgaarsche en de Geallieerde zegels; echter zal elke obligatie slechts een enkel vreemd zegel moeten dragen.

ARTIKEL 11.

De Nationale Bank van Bulgarije verbindt zich zoodra dit contract definitief zal geworden zijn en zoodra de Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligaties het haar zal vragen, de noodige documenten te leveren tot het verkrijgen van de opneming der uitgifte op de officieele noteeringen der Beurs van Parijs of van elke andere plaats die de Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligaties zou kunnen aanwijzen.

ARTIKEL 12.

De Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligaties zal belast zijn met den dienst van den intrest en de aflossing der obligaties en dit op onwederroepelijke wijze en voor gansch den duur der uitgifte. Er zal haar een commissieloon worden toegekend van een kwart per honderd ($\frac{1}{4}$ p. h.) van het nominaal bedrag voor de betaling der bij trekking uitgekomen of door vervroegde terugbetaling afgeloste obligaties en een commissieloon van een half per cent ($\frac{1}{2}$ p. c.) voor de betaling der vervallen coupons. Ingeval het normale procent dezer commissieloonen lager zou komen te staan, zal de Maatschappij de Nationale Bank het voordeel dezer vermindering doen genieten.

ARTIKEL 13.

De titels en coupons zullen voor altijd vrijgesteld zijn van alle belastingen, taxen, rechten of cijnsen van welken aard ook voorzien of te voorzien door de Bulgaarsche wetten.

ARTIKEL 14.

De vervallen coupons, zoowel als de bij de trekkingen uitgekomen obligaties zullen aan pari worden aangenomen, voor hunne nominale waarde, door al de kassen van den Staat te Sofia in betaling van alle belastingen, taxen of cijnsen van elken aard heffen of te heffen ten voordeele van den Staat, de douanerechten alleen uitgezonderd, en dit ingeval de inkasseering van gezegde coupons en obligaties niet zou kunnen geschieden ter Nationale Bank van Bulgarije.

Wat de nog niet bij trekking uitgekomen titels betreft, deze zullen worden aanvaard, voor hunne nominale waarde, als borgtocht in alle met den Bulgaarschen Staat gesloten of te sluiten contracten onder dezelfde voorwaarden als de obligaties der Bulgaarsche leeningen 1902, 1904 en 1907.

ARTIKEL 15.

De coupons die niet ter inkasseering zullen aangeboden zijn binnen de vijf jaren die volgen op hunnen vervaldag, zullen verjaard zijn ten voordeele van de Nationale Bank; deze termijn zal vijftien jaar bedragen voor de afgeloste titels. De sommen die het bedrag vertegenwoordigen der coupons die niet ter inkasseering zouden aangeboden zijn binnen de vijf jaar volgend op hun vervaldag en degene die het bedrag vertegenwoordigen der afgeloste titels, die niet binnen de vijf jaar volgend op den datum bepaald voor hunne terugbetaling ter inkasseering

zouden zijn aangeboden, zullen, zes maanden na den datum der laatste trekking, teruggegeven worden aan de Nationale Bank, die zich zal belasten met de nog niet gedane betalingen.

In geval van verlies, diefstal, beschadiging of vernietiging van titels zal de Nationale Bank van Bulgarije deze vervangen op kosten van den aanvrager nadat haar de als voldoende geachte bewijzen van het verdwijnen dezer titels en van de rechten der aanvragers zullen verstrekt zijn geworden of nadat haar de waarborg van de Burgerlijke Maatschappij zal gegeven zijn.

ARTIKEL 16.

Een uittreksel van dit contract zal voorkomen op de definitieve titels.

ARTIKEL 17.

De Nationale Bank van Bulgarije zal aan de Burgerlijke Maatschappij der Houders van obligaties tien dagen vóór den halfjaarlijkschen vervalldag de sommen in franken of in ponden sterling moeten storten noodig voor den dienst der coupons en voor de terugbetaling der afgeloste titels onder voorbehoud echter der beschikkingen van artikel 19 van het contract waarvan de toepassing slechts aanleiding zal kunnen geven tot de teruggave elk halfjaar aan de Nationale Bank van Bulgarije van de intresten toekomend aan de verbrande obligaties, of, bij hun uitkomen bij de trekkingen, van de tegenwaarde der aflossing van gezegde titels, de annuïteit overigens onveranderlijk blijvend.

ARTIKEL 18.

De Burgerlijke Maatschappij die de overgrootte meerderheid der Fransche schuldeischers in Bulgarije omvat neemt in betaling hunner schuldvorderingen de obligaties aan die het nominaal bedrag vertegenwoordigen van deze uitgifte.

Het is wel verstaan dat elke schuldeischer, onderhoorige van eene Geallieerde Mogendheid, op zijn verzoek betaald zal kunnen worden, voor het geheel of een gedeelte zijner schuldvordering, door middel der obligaties van deze uitgifte op voorwaarde dat hij deel uitmaakt van de Burgerlijke Maatschappij.

Desgelijks zullen de Bulgaarsche onderhoorigen, eigenaars van goederen die onder dwangbeheer zouden gesteld of vereffend geweest zijn op het grondgebied van een der Geallieerde Mogendheden, in uitvoering van de bepalingen van Deel IX van het Verdrag van Neuilly, en die volgens de termen van hetzelfde Verdrag door de Bulgaarsche Regeering moeten schadeloos gesteld worden, ter dekking van de opbrengst van gezegde vereffeningen en voor het bedrag daarvan, obligaties van deze uitgifte kunnen ontvangen, op voorwaarde dat zij toetreden tot de Burgerlijke Maatschappij en er de statuten van aannemen.

ARTIKEL 19.

De Nationale Bank van Bulgarije zal naar mate van de verdeling der titels de noodige sommen storten om te voorzien in de kosten van de geallieerde zegels.

De uitgifte zal geschieden binnen de zes maanden na de onderteekening van

dit contract, maar de titels zullen slechts aan hunne rechthebbenden worden overhandigd naar gelang hunne rechten degelijk geslaafd zijn.

De erkenning der rechten van de schuldeischers zal geschieden tegen overlegging hetzij van Vonnissen van Gemengde Scheidsgerichten, hetzij van minnelijke schikkingen op regelmatige wijze getroffen. Echter zal geen rekening kunnen gehouden worden met schuldvorderingen op insolvente of falliete schuldenaars, tegen welke de schuldeischers hun verhaal zullen blijven nemen door alle rechtsmiddelen hetzij bij de Gemengde Scheidsgerichten, hetzij bij de Bulgaarsche rechtbanken. — Het verhaal zal overigens slechts door tusschenkomst van de Burgerlijke Maatschappij kunnen uitgeoefend worden.

Het onvermogen der schuldenaars om te betalen zal erkend worden door de Nationale Bank. De Nationale Bank zal aan de schuldenaars in staat om te betalen een waarborg mogen vragen die de 30 t. h. van het bedrag hunner schulden niet zal overtreffen. Zij kan hun eveneens een bijkomende jaarlijksche storting van 1 t. h. vragen voor het inrichten eener verzekeringskas voor het beheer waarvan zij zal zorg dragen.

De obligaties die door de schuldeischers nog niet zouden kunnen gevorderd worden, zullen blijven berusten in een kas van de Nationale Bank.

Wanneer alle geschillen geregeld zijn, zullen de overblijvende obligaties doorboord en ongeldig worden gemaakt en aan de Nationale Bank ter verbranding worden teruggegeven.

ARTIKEL 20.

De Bulgaarsche schuldenaars die door misdadige handelingen hunne activa zouden verbergen of aan de Nationale Bank verliezen zouden veroorzaken, zullen strafbaar zijn volgens de strafbepalingen voorzien in artikelen 23 en 26 der wet op de regeling der vooroorlogsche schulden, voorzien door Deel IX van het Verdrag van Neuilly (afgekondigd in het *Staatsblad* van Bulgarije, n° 241 van het jaar 1922).

ARTIKEL 21.

Al de rechten die deze titels met zich brengen, zooals zij voortvloeien uit het contract, zullen uitgeoefend worden in naam en voor rekening der Houders door den Afgevaardigde aangewezen door de Burgerlijke Maatschappij der Houders en wiens bevoegdheden aan de Nationale Bank van Bulgarije zullen bekend gemaakt worden door de Burgerlijke Maatschappij der Houders.

De Afgevaardigde mag zijne bevoegdheden aan een adjunkt overdragen en het noodige personeel aanwerven.

ARTIKEL 22.

Een Bulgaarsche commissaris zal bij de Burgerlijke Maatschappij der Houders van Titels benoemd worden en als tusschenpersoon tusschen haar en de Nationale Bank van Bulgarije dienen.

Deze commissaris zal dezelfde zijn als degene aangewezen in het contract van

14 April 1923 betreffende de regeling van de schulden der Bulgaarsche Regeering tegenover hare Fransche en Belgische schuldenaars. Hij zal eveneens een recht van toezicht hebben met uitsluiting van elken anderen vertegenwoordiger van schuldenaars op de kasstukken en de boekhouding der Burgerlijke Maatschappij.

ARTIKEL 23.

De Bulgaarsche Regeering verbindt zich dit contract binnen den kortst mogelijken tijd aan de bekrachtiging van de Sobranje te onderwerpen.

ARTIKEL 24.

Dit contract is opgemaakt in twee exemplaren zonder zegelkosten noch éénig recht.

De Fransche tekst van dit contract zal alleen rechtsgeldig zijn.

Gedaan in dubbel te Sofia, den 30ⁿ Mei 1923.

(Get.) ENAUX.

(Get.) Dr KARADJOFF.



(ANNEXE AU N° 33.)

(BIJLAGE BIJ N° 33.)

PROJET DE LOI

portant approbation de l'accord intervenu le 14 avril 1923 entre la Belgique et la France, d'une part, la Bulgarie, d'autre part, concernant l'exécution de certaines dispositions des clauses économiques du Traité de Paix de Neuilly-sur-Seine.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'arrangement conclu le 14 avril 1923 entre les Gouvernements belge et français, d'une part, le Gouvernement bulgare, d'autre part, pour le paiement des créances que les ressortissants belges et français ont ou pourront avoir sur le Gouvernement bulgare en vertu des clauses des Sections 3, 4, 5, 6 et 7 de la Partie IX du Traité de Paix de Neuilly sur Seine, sortira son plein et entier effet.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van de Overeenkomst gesloten den 14ⁿ April 1923 tusschen België en Frankrijk, van den eenen kant, Bulgarije, van den anderen kant, betreffende de uitvoering van zekere beschikkingen van de economische bepalingen van het Vredesverdrag van Neuilly-sur-Seine.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Overeenkomst gesloten den 14ⁿ April 1923 tusschen de Belgische en Fransche Regeeringen, van den eenen kant, de Bulgaarsche Regeering, van den anderen kant, voor de betaling van de schuldvorderingen die de Belgische en Fransche onderhoorigen op de Bulgaarsche Regeering hebben of zullen kunnen hebben krachtens de bepalingen van Afdeelingen 3, 4, 5, 6 en 7 van Deel IX van het Vredesverdrag van Neuilly-sur-Seine, zal haar geheel en volkomen uitwerksel hebben.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé, dans la mesure où les dispositions de l'arrangement visé à l'article premier, de même que celles du contrat annexé à la présente loi, intervenu le 30 mai 1923 entre le Colonel Enaux agissant pour compte de la Société Civile des Porteurs de créances privées sur les sur les Bulgares, et M. Karadjoff, Gouverneur de la Banque Nationale de Bulgarie, représentant l'ensemble des débiteurs bulgares, recevront leur exécution à renoncer au droit que lui confère l'article 177 b) du Traité de Neuilly, de tenir sous séquestre et de liquider les biens bulgares.

ART. 3.

Les créanciers belges de débiteurs bulgares sont autorisés à se mettre directement en rapport avec ces derniers pour le règlement de leurs créances visées à l'article 176 du Traité de Neuilly soit à l'amiable, soit sous le bénéfice du contrat du 30 mai 1923, soit à l'intervention du tribunal arbitral belgo-bulgare.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1923.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

G. TREUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

ART. 2.

De Regeering is er toe gemachtigd, in de mate waarin de beschikkingen van de in artikel één bedoelde overeenkomst, evenals die van het bij deze wet gevoegde contract, gesloten den 30^{en} Mei 1923 tusschen Kolonel Enaux handelend voor rekening van de Burgerlijke Maatschappij der Houders van private schuldvorderingen op Bulgaren en den heer Karadjoff, Gouverneur van de Nationale Bank van Bulgarije, de gezamenlijke Bulgaarsche schuldenaars vertegenwoordigend, zullen uitgevoerd worden, afstand te doen van het recht haar door artikel 177 b) van het Verdrag van Neuilly toegekend om de Bulgaarsche goederen onder dwangbeheer te behouden en te vereffenen.

ART. 3.

De Belgische schuldeischers van Bulgaarsche schuldenaars zijn er toe gemachtigd zich met deze laatsten rechtstreeks in betrekking te stellen voor het regelen van hunne in artikel 176 van het Verdrag van Neuilly bedoelde schuldvorderingen, hetzij in der minne, hetzij onder het voorrecht van het contract van 30 Mei 1923, hetzij door tusschenkomst van het Belgisch-Bulgaarsch Scheidsgerecht.

Gegeven te Brussel, den 23^{en} November 1923.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,